



Plan Local d'Urbanisme

Commune
De **TRIORS**
(26750)

Prescription : 30/06/2014
Arrêt : 12/04/2016
Approbation : 25/01/2017

1. Rapport de Présentation



10 rue Condorcet - 26100 Romans-sur Isère
Tél : 04 75 72 42 00 - Fax : 04 75 72 48 61
Courriel : contact@beaur.fr - Site : www.beaur.fr

5.14.131 Janv.
2017

SOMMAIRE

Première partie : DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE ET ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

INTRODUCTION.....	2
CHAPITRE PREMIER - EXPOSE DU DIAGNOSTIC.....	4
1. DEMOGRAPHIE	5
2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	10
3. HABITAT	20
4. EQUIPEMENTS ET SERVICES	28
5. TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	31
CHAPITRE DEUXIEME - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	32
1. PAYSAGE	33
2. CARACTERISTIQUES MORPHOLOGIQUES ET GEOLOGIQUES	36
3. MILIEUX NATURELS	37
4. GESTION DES EAUX	40
5. RISQUES ET NUISANCES	41
6. PATRIMOINE CULTUREL	43
CHAPITRE TROISIEME - SYNTHESE DIAGNOSTIC ET ENJEUX COMMUNAUX	44
1. DEMOGRAPHIE	45
2. HABITAT - DEVELOPPEMENT URBAIN	45
3. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – COMMERCE	45
4. IDENTITE COMMUNALE : PAYSAGE - PATRIMOINE - CADRE DE VIE	46
5. BIODIVERSITE - MILIEUX NATURELS	46

Deuxième partie : EXPLICATION DES CHOIX RETENUS DANS LE P.L.U.

1. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.	48
2. MOTIFS DE LA DÉLIMITATION DES ZONES et des règles instaurées	55
3. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR EDICTER LES REGLES D'UTILISATION DU SOL	65

Troisième partie : EVALUATION DES INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

TABLE DES MATIERES

1^{ère} partie : DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE & ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

INTRODUCTION.....	2
CHAPITRE PREMIER EXPOSE DU DIAGNOSTIC.....	4
1. DEMOGRAPHIE	5
1.1. Évolution démographique	5
1.2. Structure par âge de la population	6
1.3. Taille des ménages	7
1.4. Population active et migrations journalièreS.....	8
1.5. Perspectives démographiques	9
2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	10
2.1. L'agriculture.....	10
2.1.1. Les exploitations agricoles.....	10
Carte des exploitations agricoles en 2015 :.....	14
2.1.2. Les moyens de production.....	15
2.1.3. Perspectives d'évolution des exploitations à 5 ans.....	16
2.2. L'exploitation forestière	16
2.3. Les autres activités	17
2.4. Perspectives d'évolution économique	19
3. HABITAT	20
3.1. Historique du développement urbain	20
3.2. BILAN DU P.O.S. DE 1989	21
3.3. Le parc de logements	23
3.4. Le Programme Local de l'Habitat (PLH)	25
3.5. Le SCOT ROVALTAIN	26
3.6. Rythme de construction.....	27
4. EQUIPEMENTS ET SERVICES	28
4.1. Équipements et services collectifs	28
4.2 Réseaux	29
4.2.1. Eau potable.....	29
4.2.2. Assainissement.....	29
4.2.3. Gestion des déchets	30
4.2.4. Réseau de défense contre les incendies.....	30
4.2.5. Réseaux numériques	30
5. TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	31
CHAPITRE DEUXIEME - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	32
1. PAYSAGE.....	33
1.1. Le grand paysage	33
1.2. Lecture du paysage	33
1.3. Éléments constitutifs du paysage et de l'identité de Triors.....	34
1.4. Les limites urbaines du village : des façades bâties ou boisées	35

2. CARACTERISTIQUES MORPHOLOGIQUES ET GEOLOGIQUES	36
2.1. Morphologie – Topographie.....	36
2.2. Géologie	36
2.3. Hydrologie.....	36
2.3.1. Eaux superficielles.....	36
2.3.2. Eaux souterraines.....	36
3. MILIEUX NATURELS	37
3.1. Z.NI.EF.F.	37
3.2. Réseau Natura 2000	38
3.3. Zones humides.....	38
3.4. Trame verte et bleue – Réseaux écologiques.....	38
3.4.1. Généralités	38
3.4.2. Le S.R.C.E. Rhône-Alpes.....	39
4. GESTION DES EAUX	40
4.1. Le S.D.A.G.E. du bassin Rhône-Méditerranée.....	40
4.2. S.A.G.E.	40
4.3. Contrat de rivières.....	40
5. RISQUES ET NUISANCES	41
5.1. Risques naturels.....	41
5.1.1. Risque inondation.....	41
5.1.2. Le risque de Feu de forêts.....	41
5.2. Retrait-gonflement des argiles	42
5.3. Le risque sismique	42
5.4. Risques technologiques	42
6. PATRIMOINE CULTUREL	43
6.1. Patrimoine bâti et monuments historiques	43
6.2. Entités archéologiques	43
CHAPITRE TROISIEME - SYNTHESE DIAGNOSTIC ET ENJEUX COMMUNAUX.....	44
1. DEMOGRAPHIE	45
2. HABITAT - DEVELOPPEMENT URBAIN.....	45
3. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – COMMERCE	45
4. IDENTITE COMMUNALE : PAYSAGE - PATRIMOINE - CADRE DE VIE	46
5. BIODIVERSITE - MILIEUX NATURELS.....	46

2^{ème} partie : EXPLICATION DES CHOIX RETENUS DANS LE PLU

1. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.	48
2. MOTIFS DE LA DÉLIMITATION DES ZONES et des règles instaurées.....	55
2.1. ZONES URBAINES.....	55
2.1.1. Zone Uv	55
2.1.2. Zone Uh	56
2.1.3. Zone Um	57
2.1.4. Zone Ue	57
2.2. ZONES A URBANISER.....	58
2.2.1. Zone AUo	58
2.2.2. Zone AUoe	59
2.3. ZONE AGRICOLE	60
2.4. ZONE NATURELLE ET FORESTIÈRE	63
TABEAU RECAPITULATIF DES SURFACES ET DES CAPACITES DE CONSTRUCTION	64
3. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR EDICTER LES REGLES D'UTILISATION DU SOL	65

3^{ème} partie : EVALUATION DES INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

1. BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS	71
1.1. <i>Les incidences du PLU.....</i>	71
1.2. <i>Mesures en faveur de la protection des milieux naturels et de la biodiversité.....</i>	72
2. POLLUTION ET QUALITE DES MILIEUX.....	73
2.1. <i>Air</i>	73
2.2. <i>Eau.....</i>	73
2.3. <i>Déchets</i>	73
3. RESSOURCES NATURELLES.....	74
3.1. <i>L'espace</i>	74
3.2. <i>L'eau.....</i>	74
4. RISQUES	75
5. CADRE DE VIE	76

1^{ère} Partie

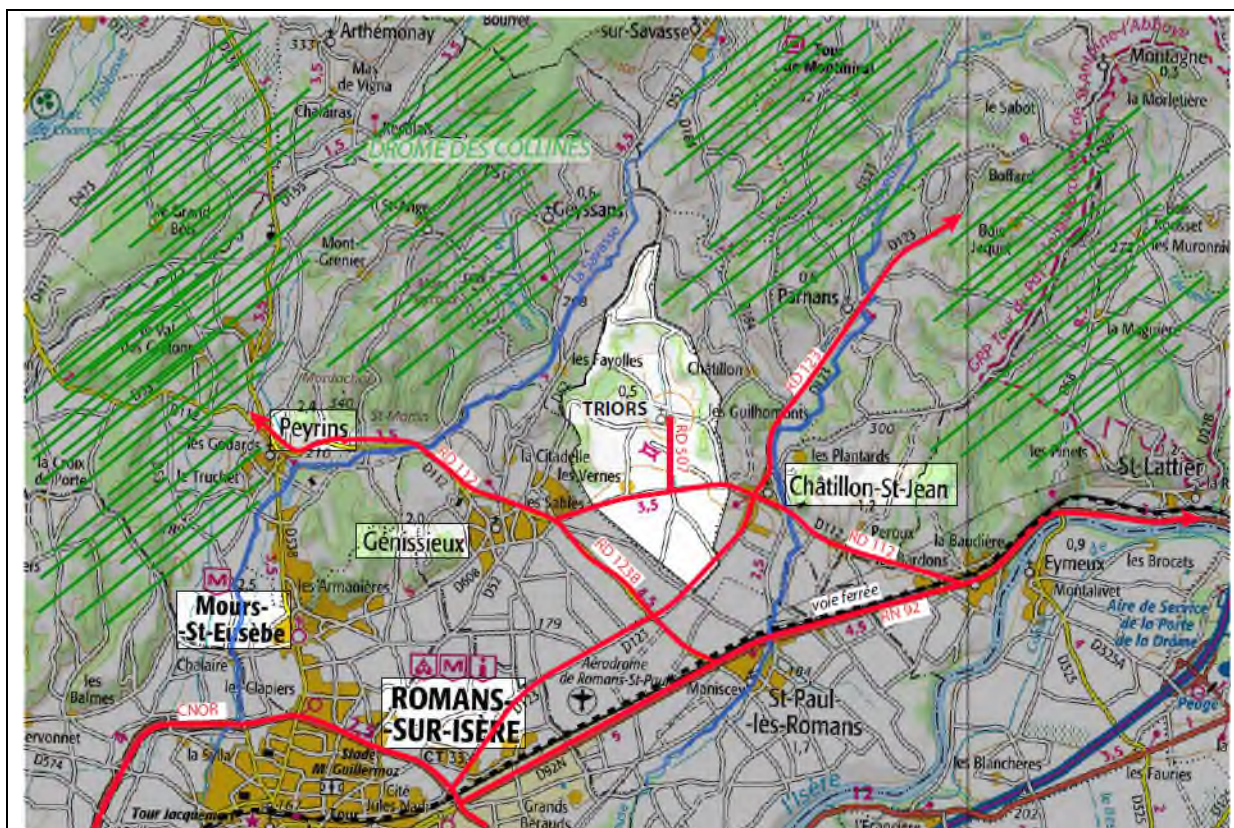
DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE & ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

INTRODUCTION

Présentation générale de la commune

Triors est une commune rurale appartenant à la 1^{ère} couronne de l'agglomération de Romans. Elle s'étend de la plaine de l'Isère, au sud, aux premiers reliefs de la Drôme des Collines, au Nord.

Proche du centre de Romans (9 Km), elle est néanmoins à l'écart des grands axes de circulation. La RD 112 traverse la plaine agricole entre Génissieux et Châtillon-Saint-Jean. Le village, qui s'est structuré récemment au creux d'un vallon, est desservi par la RD507, qui s'y achève.



Le château, classé monument historique, marque le paysage local, avec les bâtiments de l'Abbaye Notre Dame de Triors qui, depuis 1984, ont été édifiés à l'arrière.

Le territoire communal occupe 565 ha, il est limité :

- à l'Est, par la commune de Châtillon-Saint-Jean,
- au Nord-Ouest par la commune de Geyssans,
- au Sud-Ouest par la commune de Génissieux.

Contexte intercommunal

TRIRS appartient à la **Communauté d'agglomération Valence Romans Sud Rhône-Alpes**, qui compte 51 communes et a été créée le 1^{er} janvier 2014, suite au regroupement de 4 intercommunalités. TRIORS était auparavant membre de la communauté d'agglomération du Pays de Romans.

Par le biais de la communauté d'agglomération, elle fait partie de :

- Rovaltain : « **Syndicat mixte d'aménagement des agglomérations de Romans, Valence et TAIN** » qui compte 53 communes, pour le développement économique et l'aménagement de la ZAC située autour de la gare TGV de Valence,
- « **Valence-Romans Déplacements** » : ce syndicat créé en 2010 regroupe 27 communes des bassins romano-péageois et valentinois. Ce syndicat est devenu la nouvelle autorité organisatrice des déplacements urbains ;

Elle adhère en outre aux autres structures intercommunales suivantes :

- Le SIVOS, syndicat intercommunal à vocation scolaire qui regroupe les communes de Triors, Parnans et Châtillon-Saint-Jean pour la gestion de l'école maternelle.
- le Syndicat Intercommunal des Eaux de l'Herbasse qui gère la production et la distribution d'eau potable.
- le Syndicat Départemental de l'Énergie de la Drôme pour l'électrification.

La commune, comme l'ensemble de la communauté d'agglomération est comprise dans le périmètre du « **SCOT du Grand Rovaltain** », Schéma de cohérence territoriale, qui a été approuvé le 25 octobre 2016.

Le document d'orientation et d'objectif de ce SCOT (DOO) s'impose donc au PLU, qui doit être compatible avec le SCoT.

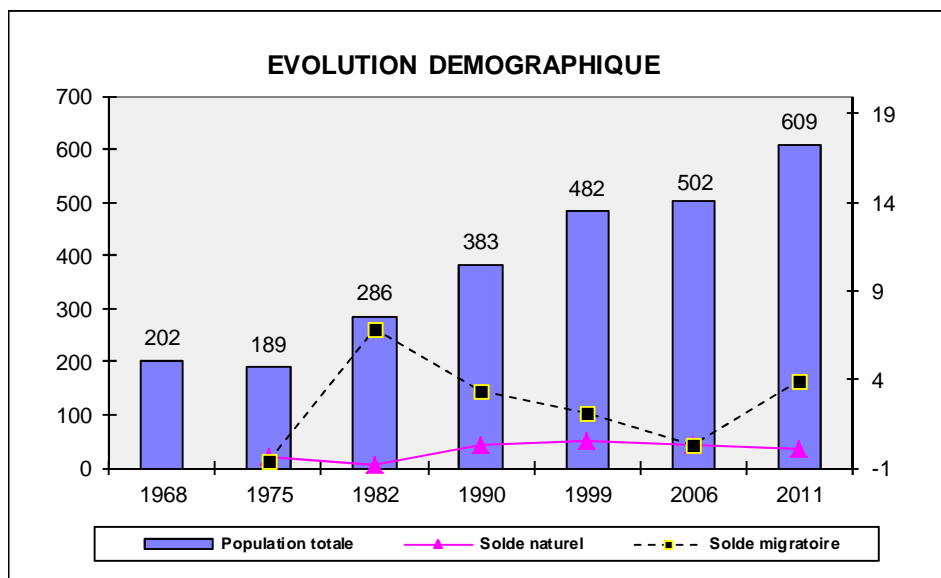
La compatibilité s'entend au sens où le PLU ne contredit pas ou ne remet pas en cause les orientations et objectifs du DOO. La commune doit ainsi s'approprier les enjeux portés dans le SCoT et les traduire dans ses différents documents.

CHAPITRE PREMIER

EXPOSE DU DIAGNOSTIC

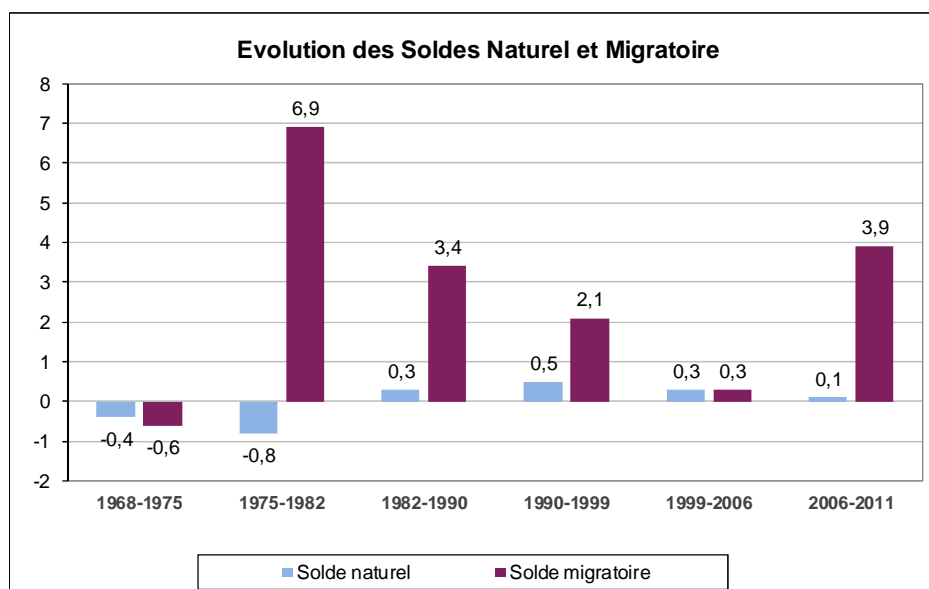
1. DEMOGRAPHIE

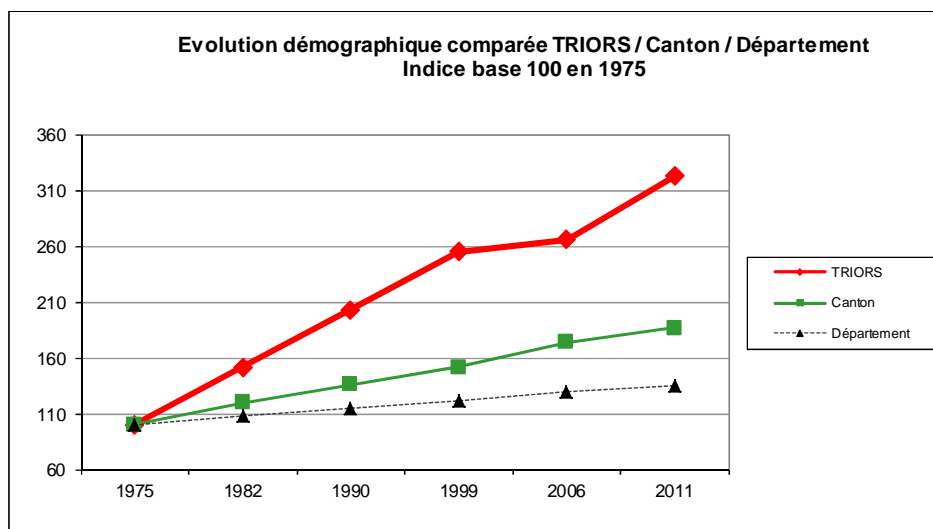
1.1. ÉVOLUTION DEMOGRAPHIQUE



> Une croissance relativement soutenue depuis les années 80 [+ 2,6 % par an en moyenne entre 1982 et 2011] et presque exclusivement due aux apports migratoires.

Selon l'INSEE, la population atteint 620 habitants en 2014.



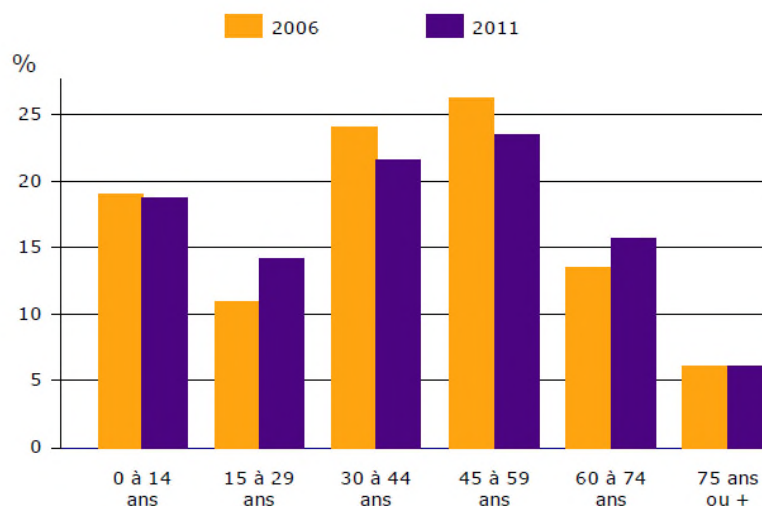


Le niveau de croissance observé à Triors est comparativement plus élevé que celui du canton Romans II (sans la ville de Romans) et du département de la Drôme.

Donnée qui est à relativiser, car la population d'une commune de population réduite est susceptible d'évoluer dans de plus grandes proportions que celle d'une commune importante.

Cependant, ce graphique montre que la commune suit la tendance à la forte croissance des communes péri-urbaines autour de Romans.

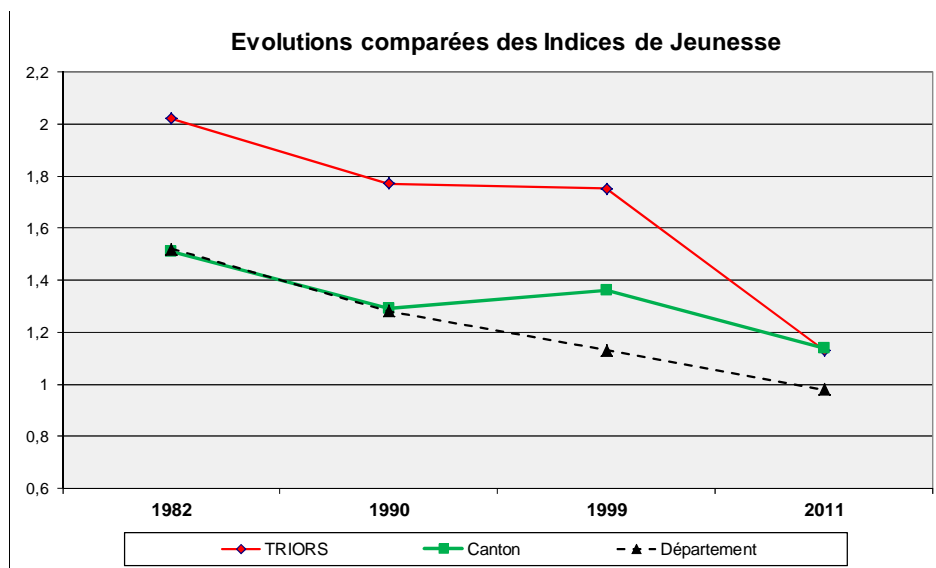
1.2. STRUCTURE PAR AGE DE LA POPULATION



Sources : Insee, RP2006 et RP2011 exploitations principales.

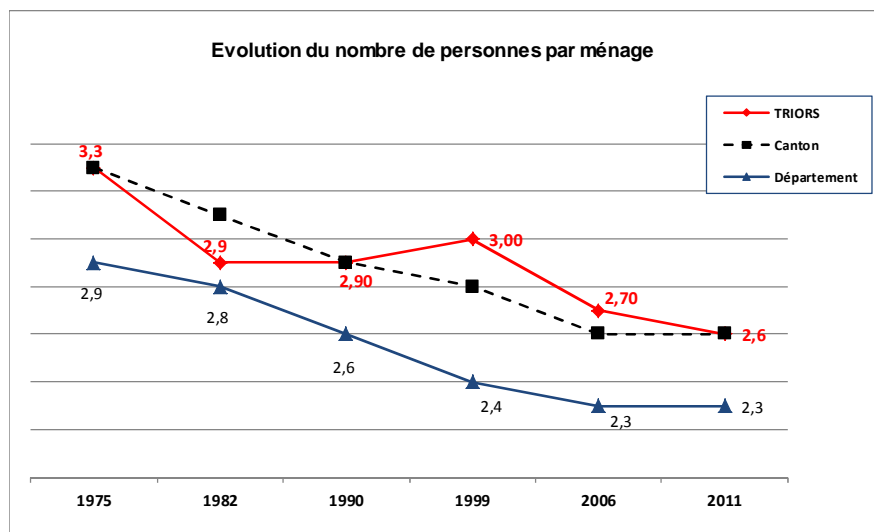
En 2011 : 22% de la population a plus de 60 ans
25% de la population a moins de 20 ans

> Une population qui reste relativement équilibrée en matière de tranches d'âges, mais une tendance au vieillissement qui se poursuit, comme le montre le graphique suivant avec un indice de jeunesse en diminution. L'indice de jeunesse (part des moins de 20 ans par rapport aux plus de 60 ans) reste néanmoins supérieur à 1.



1.3. TAILLE DES MENAGES

Il faut noter qu'à Triors les membres de la communauté monastique de Notre-Dame de Triors (environ 40 personnes) sont comptabilisés dans la population totale, mais ne font pas partie de la population des ménages.



La diminution du nombre de personnes par ménage est un phénomène structurel, lié à la fois à l'allongement de la durée de vie, à l'augmentation de la part des célibataires et à la recomposition des familles.

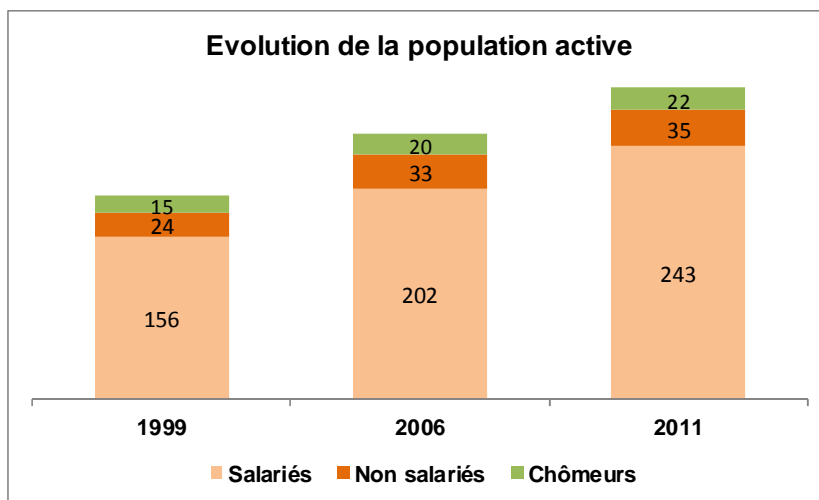
Elle est irrégulière à Triors, où l'arrivée de nouvelles familles suffit à rehausser la moyenne du nombre de personnes par ménage, la population totale étant relativement réduite.

Cette diminution du nombre de personnes par ménages, qui devrait encore s'accroître, entraîne mécaniquement des besoins supplémentaires en logements.

Ainsi, les 459 habitants (hors communauté) dénombrés en 2006 correspondaient à 171 ménages et donc 171 logements, soit une moyenne de 2,68 personnes par ménage.

En 2011 cette moyenne est passée à 2,62 personnes par ménage : il faut 5 logements de plus pour loger le même nombre de personnes (459) en 2011.

1.4. POPULATION ACTIVE ET MIGRATIONS JOURNALIÈRES



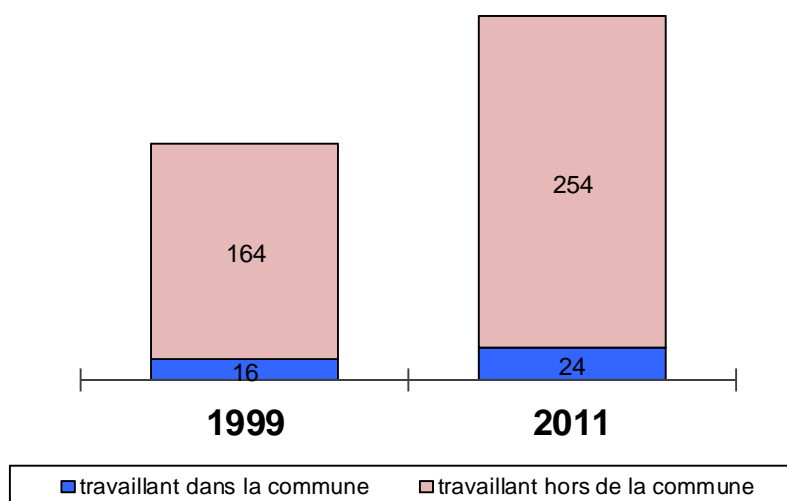
Entre 1999 et 2011, la population active augmente plus vite (+54%) que la population totale (+ 26%), les tranches d'âges en âge de travailler étant proportionnellement plus importantes.

La population croît par l'apport de population extérieure qui travaille en dehors de la commune et qui est essentiellement composée de salariés.

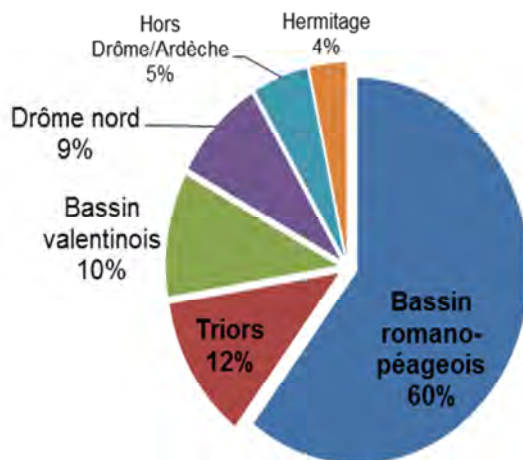
En effet le nombre d'emplois sur la commune est très limité : 65 emplois recensés à Triors en 2011 dont 13 non-salariés (principalement des exploitants agricoles) et 52 salariés.

Les migrations journalières (trajets domicile – travail) en dehors de la commune sont donc logiquement en augmentation en nombre et en pourcentage. En 2011, 91,4% des actifs habitant à Triors travaillent en dehors de la commune.

Migrations journalières : évolution 1999 - 2011



60 % de ces déplacements restent limités puisqu'ils concernent le bassin romano-péageois.



1.5. PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES

> Une commune attractive :

Commune rurale, au cadre de vie agréable, très proche de Romans (moins de 10 Km de la gare) et des services de proximité présents sur les communes voisines de Génissieux (4 Km) et Châtillon-Saint-Jean (moins de 2 Km).

> Une démographie dynamique mais contrastée à l'échelle du territoire de Rovaltain :

Ce territoire connaît une croissance démographique continue depuis plusieurs décennies, même si elle est contrastée entre les pôles urbains où la croissance est fragile et les communes péri-urbaines où la croissance est plus forte. Le développement des différents parcs d'activités économiques autour de la gare TGV devrait contribuer à confirmer ce dynamisme démographique dans la décennie à venir.

→ Dans ce contexte de croissance démographique et compte-tenu de son attractivité, Triors devra contribuer, à sa mesure, à l'accueil de nouveaux habitants.

Le niveau de population à accueillir doit être déterminé au regard des capacités communales en termes de réseaux et d'équipements collectifs, de nécessaire équilibre avec la préservation des activités agricoles et des ressources et milieux naturels.

Il sera également tenu compte des objectifs du Programme Local de l'Habitat, qui organise la répartition de l'habitat à l'échelle de la communauté d'agglomération et qui vise à freiner la forte péri-urbanisation observée en 1^{ère} couronne romanaise pour rapprocher les résidents de leurs lieux de services et d'emplois.

C'est pourquoi le niveau de croissance de la commune, qui est un village rural, devra être maîtrisé et modéré par rapport aux niveaux supérieurs à 2 % en moyenne par an constatés précédemment.

2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Selon l'INSEE, au 1^{er} janvier 2013, 18 entreprises non agricoles sont implantées sur la commune :

- 14 dans le domaine des services, transports et commerce,
- 2 dans le secteur de la construction,
- 1 dans le secteur industriel,
- 1 dans le secteur social.

La principale activité économique reste l'agriculture avec 15 exploitations agricoles recensées sur la commune au Recensement Général Agricole 2010, pour 13 équivalents temps plein. Il faut noter qu'une partie des terres de la commune sont exploitées par des agriculteurs siégeant sur les communes voisines, qui ne sont pas comptabilisés dans ces données.

2.1. L'AGRICULTURE

L'agriculture est un élément fondamental du territoire communal, autant au plan de l'aménagement de l'espace et du paysage, qu'en termes d'économie locale.

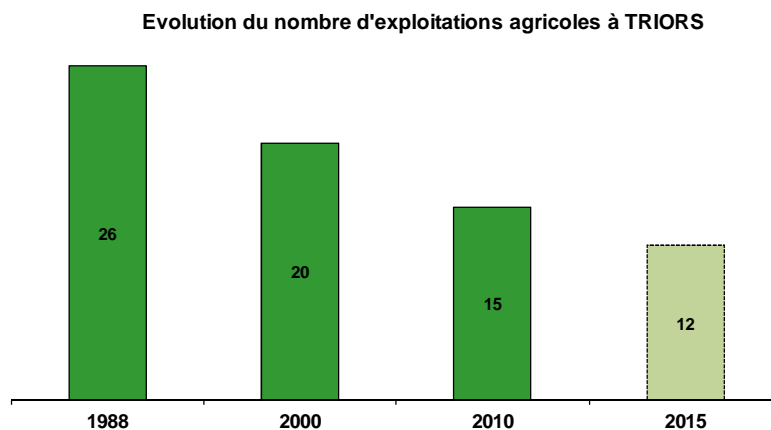
> Le recensement général agricole (RGA) de 2000 montre une SAU (surface agricole utilisée) communale de 324 ha, ce qui correspond à 57% du territoire communal.

> en 2010, selon les données du dernier recensement général agricole, les exploitations agricoles représentaient 13 équivalents plein temps (environ 20% des emplois de la commune).

À Triors, l'agriculture est de type polyculture-élevage avec généralement des structures de taille petite à moyenne, cumulant diverses productions. Il faut en outre signaler la présence significative de la vigne et des noyeraies qui contribuent à façonner le paysage.

2.1.1. LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

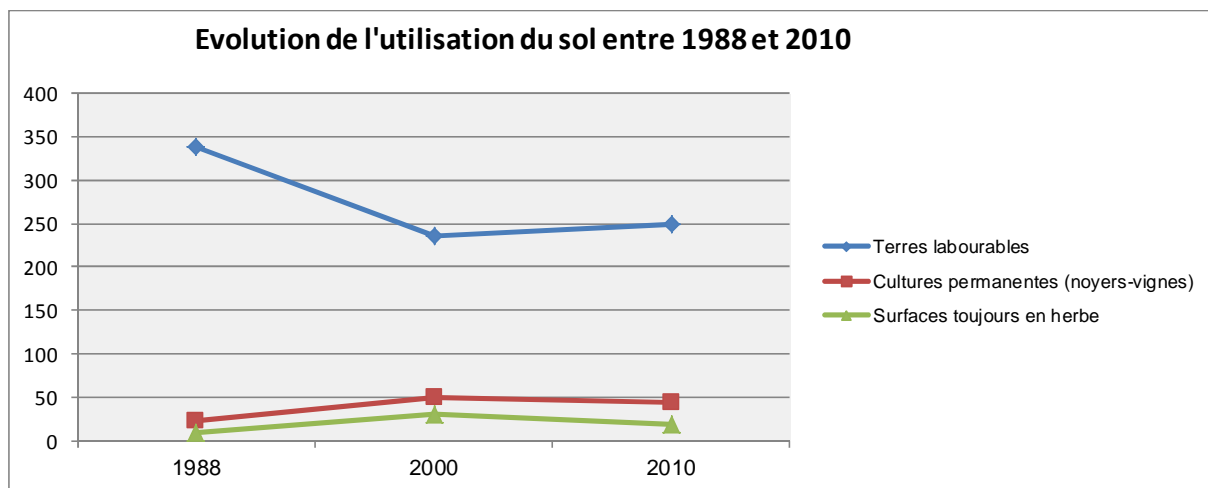
a) Évolution du nombre d'exploitations



La diminution du nombre d'exploitations, qui est une tendance structurelle forte en France depuis plusieurs décennies, se poursuit à Triors : le nombre d'exploitations a ainsi diminué de 54 % en 35 ans, entre 1988 et 2015 (les données 2015 résultent d'une réunion avec les exploitants).

La superficie moyenne des exploitations est, quant à elle, en augmentation mais reste modeste : elle est passée de 14 ha en 1988 à 21 ha en 2010.

b) L'occupation des sols

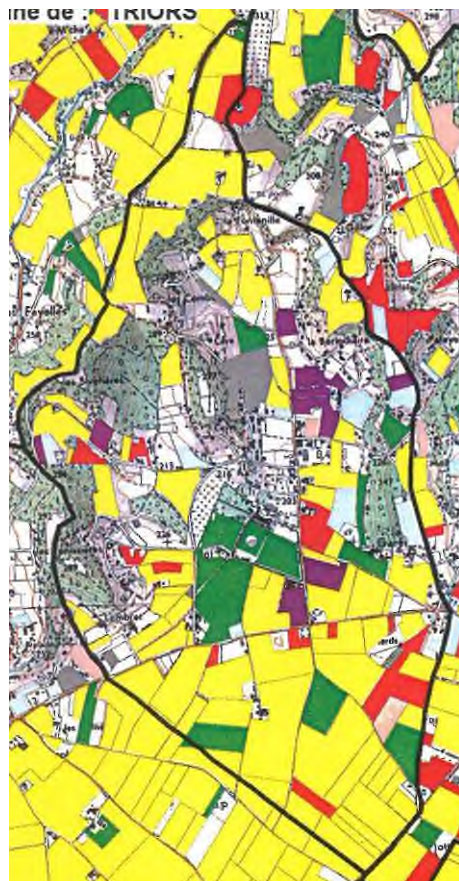


Ce graphique représente les surfaces utilisées par les exploitations siégeant sur la commune (les terres exploitées pouvant en partie être situées sur une autre commune).

Les cultures permanentes sont constituées pour l'essentiel de vignes (22 ha en 2010) et de noyeraies (20 ha en 2010).

On notera que la commune compte également de nombreuses truffières.

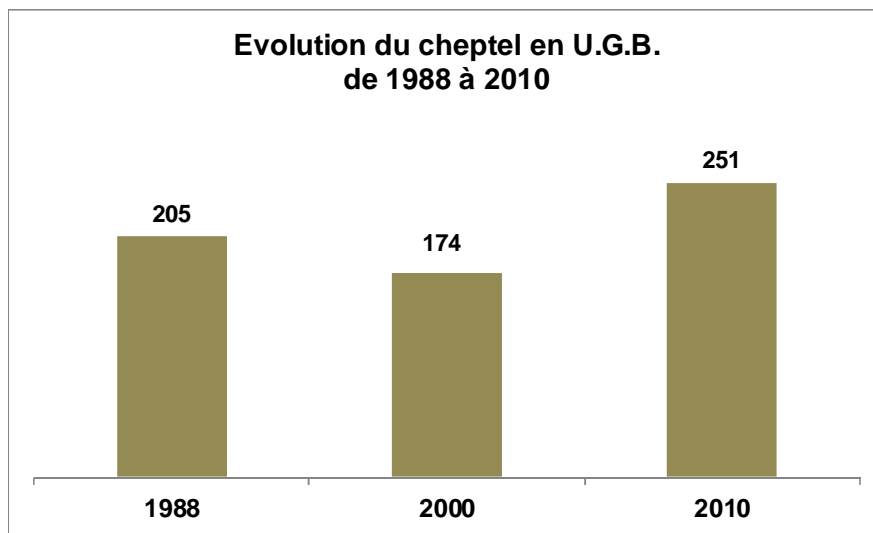
Cartographie des déclarations PAD 2010 par type de culture :



c) L'élevage

L'élevage reste une production relativement modeste mais toujours présente sur la commune, évoluant au gré de la conjoncture économique.

Ramené à l' « Unité Gros Bétail », qui permet de comparer des effectifs animaux d'espèces ou catégories différentes, le cheptel des exploitations communales a suivi l'évolution suivante :



Sur la commune de Triors l'élevage est très diversifié avec, en 2015 :

- un élevage de poules pondeuses en plein air BIO.
- l'exploitation de l'abbaye qui élève des poules pondeuses en plein-air (environ 200) ainsi que quelques vaches laitières et bovins pour la viande.
- un élevage de faisans.

Aucun de ces élevages n'est une installation classée au titre de la protection de l'environnement.

Plusieurs bâtiments d'élevage inutilisés (un poulailler et une porcherie) montrent que cette activité a été plus importante.

La grande majorité des terres exploitées est concernée par des plans d'épandage, des exploitations de Triors (2) ou des communes voisines.

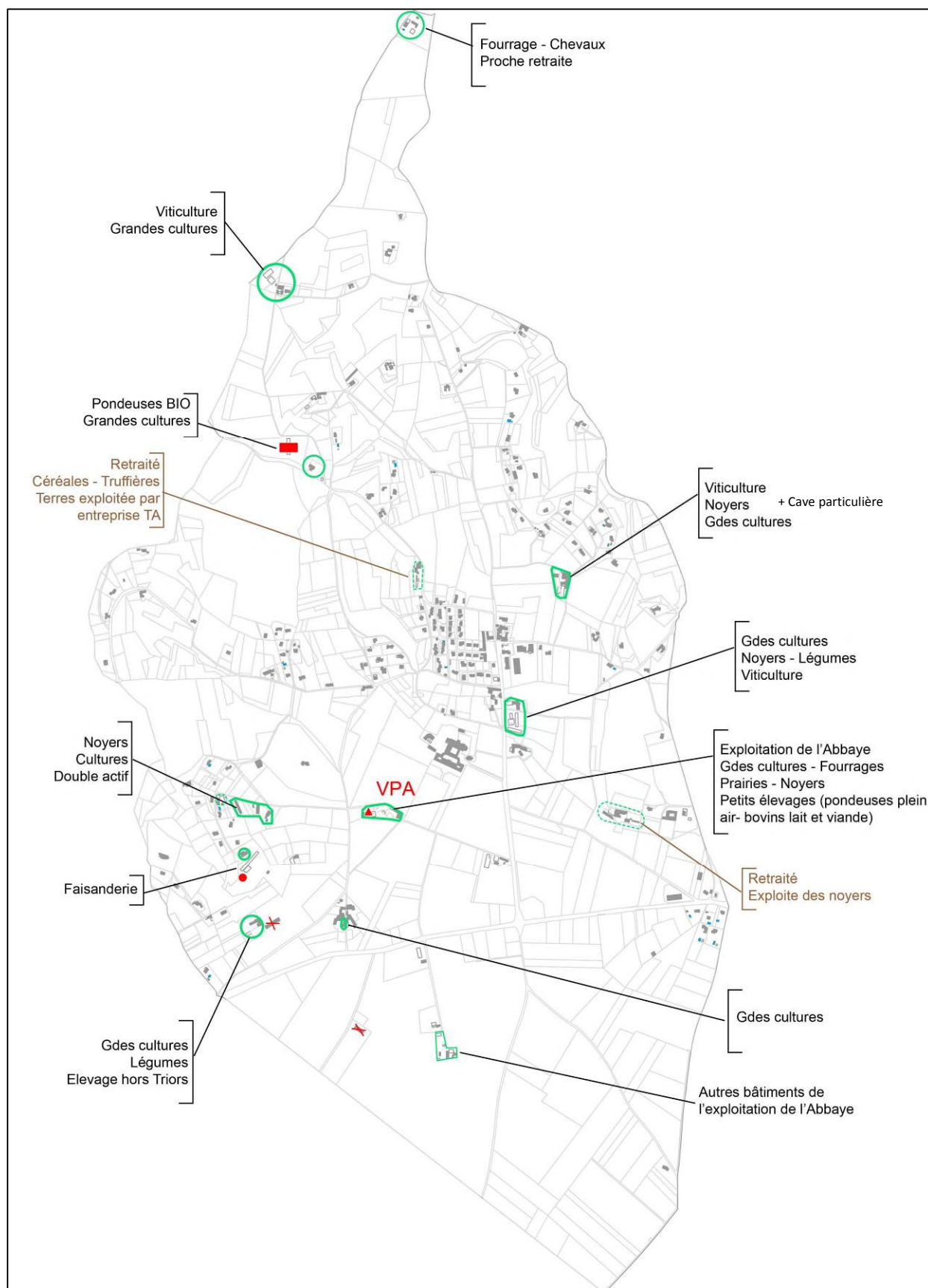
d) Orientation technico-économique des exploitations siégeant à Triors en 2015

Le tableau suivant montre la diversité des productions pour les 12 exploitations siégeant sur la commune de Triors en 2015.

Productions végétales principales	Élevage	Nombre d'exploitations concernées
Exploitation professionnelles		
Vignes + grandes cultures + noyers		1
Grandes cultures + Noyers + vignes + légumes		1
Grandes cultures + Noyers + légumes		1
Grandes cultures		1
Fourrages et prairies -grandes cultures + noyers	Poules pondeuses + bovins lait et viande	1
	Poules pondeuses BIO	1
Grandes cultures et légumes	Élevage à l'extérieur de la commune	1
Doubles-actifs		
Noyers et grandes cultures		1
	Faisans	1
Retraités		
Noyers seulement		1
Truffières et grandes cultures (entreprise de TA)		1
Fourrages et prairie	Chevaux	1

Un des viticulteurs dispose également d'une cave particulière sur sa propriété.

CARTE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN 2015 :



2.1.2. LES MOYENS DE PRODUCTION

a) Les terres agricoles

Une partie du territoire communal (les principales zones de plaine : plaine de l'Isère (sauf les terres du château) et le vallon principal où est implanté le village) a fait l'objet d'une réorganisation foncière en 1997 (avec les communes de Génissieux, Châtillon-Saint-Jean, et Saint Paul les Romans). Cette réorganisation se traduit par des ilots d'exploitation relativement vastes.

Ces secteurs présentent des sols alluvionnaires (alluvions fluviales), recouverts d'une couche de limons pour la partie de la plaine de l'Isère au sud.

Les collines qui marquent le territoire correspondent à des terrains sableux, marneux et mollassiques.

Ces caractéristiques font que, en dehors des secteurs les plus pentus, les terrains présentent globalement un bon potentiel agricole.

b) Irrigation

Le potentiel agricole des terrains est outre renforcé par le fait que la quasi-totalité des terres agricoles sont irrigables :

- Le territoire est bien desservi par un réseau collectif d'irrigation (Réalisé par le Syndicat d'irrigation SIPIRR qui a été absorbé en 2014 par le SID (syndicat d'irrigation de la Drôme) ;
- Quelques terres (notamment celles de l'Abbaye) utilisent un forage privé pour l'irrigation.

c) Aires d'appellations

- La nuciculture bénéficie de l'appellation d'origine contrôlée « Noix de Grenoble ».
C'est l'appellation présentant le plus d'enjeux à Triors avec 21 ha plantés revendiqués pour 15 opérateurs concernés.
- La commune est également concernée par l'AOC « Picodon » (comme tout le département de la Drôme), mais il n'y a aucun élevage de chèvres sur la commune.
- La commune est par ailleurs située dans l'aire d'abattage de l'AOC « Fin gras du Mézenc ».
- Plusieurs IGP sont également à signaler :

Vin « Drôme »	Vin « Comtés Rhodaniens »
Vin « Collines Rhodaniennes »	Vin « Méditerranée »
Pintadeau de la Drôme	Volailles de la Drôme
Raviolle du Dauphiné	

Un producteur viticole revendique l'IGP Collines Rhodaniennes pour sa production de « vin de pays ».

Le syndicat des vignerons de la Drôme des collines vient d'engager une demande d'extension de l'aire AOC des Côtes du Rhône à son territoire. Cette démarche prendra plusieurs années avant d'aboutir.

De même, les producteurs de truffes viennent d'entamer des démarches en vue d'une reconnaissance en tant qu'IGP ou AOC de la Truffe de la Drôme des Collines.

d) Les démarches « qualité »

Un élevage de poules BIO est en activité.

e) Organisation du foncier et modes de faire valoir

Sur les 15 exploitations enquêtées : 56 % des terres exploitées sont en fermage et 44 % en propriété.

39% des terrains exploités sont situés à Châtillon-Saint-Jean et 61% sur d'autres communes (St Paul les Romans, ainsi que Parnans, Triors et Génissieux entre autres).

2.1.3. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DES EXPLOITATIONS A 5 ANS

Sur les 12 exploitations recensées :

- 3 concernent des retraités ;
- 1 est proche de la retraite ;
- 4 exploitations à temps plein et 2 double-actifs sont pérennes.

Plusieurs des exploitants rencontrés sont à la recherche de surfaces supplémentaires :

- en vue de l'installation d'un descendant (30 ha),
- pour développer leur activité (20 ha).

En outre, un exploitant siégeant sur une commune proche et dont le quart des terres environ est situé à Triors, aura besoin de surfaces dans le cadre de son plan d'épandage, en vue de développer son élevage (bovins et caprins lait).

2.2. L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Il n'y a pas de forêt domaniale soumise au régime forestier à Triors.

En revanche, les bois et forêts du domaine de l'Abbaye (soit 52 ha environ) font l'objet d'un « Plan Simple de Gestion », dont le plus récent concerne la période 2012-2026. Ce plan de gestion a un double objectif :

- répartir sur la période les coupes de bois de chauffage envisagées pour la vente et pour la consommation de l'Abbaye pour procéder à des coupes régulières mais de petites dimensions. Sur 15 ans 7 coupes sont programmées sur des parcelles différentes pour un volume total estimé autour de 2150 m³.
- entretenir et améliorer les parcelles boisées (broyage, élagage).

Des propriétaires privés effectuent également ponctuellement des coupes de bois de chauffage dans leur propriété.

2.3. LES AUTRES ACTIVITES

a) Commerce

Aucun n'est présent sur la commune.

Les commerces et services de proximité les plus proches sont situés sur les communes voisines de Châtillon-Saint-Jean (2 Km) et Génissieux (4 Km). Tous les autres types de commerces sont présents à Romans sur Isère.

b) Artisanat

Quelques artisans de la construction et du bâtiment sont présents sur la commune.

c) Autres

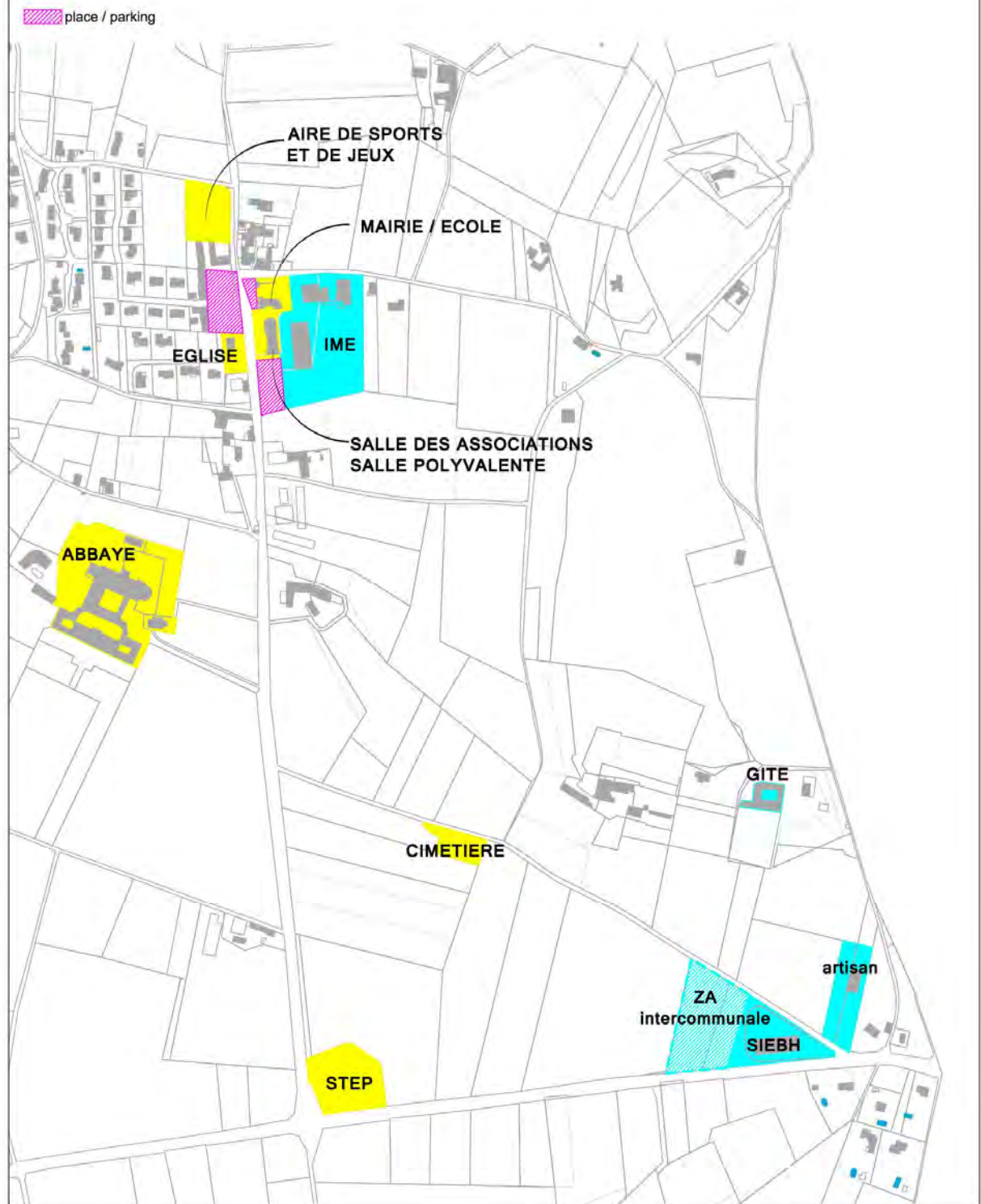
- l'IME¹ des Colombes géré par l'ADAPEI de la Drôme accueille 40 enfants : il est implanté au village, à l'arrière des équipements communaux ;
- le siège du syndicat des eaux de l'Herbasse est situé à l'Est du territoire dans la Zone d'Activités intercommunale.

C'est en effet à l'entrée Est du territoire communal, en limite avec la commune de Châtillon-Saint-Jean qu'a été aménagée une zone artisanale intercommunale.

Environ 1,4 ha a été aménagé, dont 2 lots restent proposés à la vente pour un total de 7277 m². Cette zone est réservée aux activités artisanales et de services.

¹ IME : Institut Médico Éducatif

Illustration : activités - services - équipements



d) Services

Des entreprises de prestations de services ont également leur siège sur la commune.

e) Tourisme

2 gîtes sont présents sur le territoire communal.

Quelques chemins et sentiers de randonnées parcourent le territoire, faisant partie des circuits de la Drôme des collines.

2.4. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

La commune de Triors est avant tout une commune rurale, dans laquelle le maintien des activités agricoles est indispensable.

La zone d'activités intercommunale, en limite avec Châtillon-Saint-Jean, dispose encore de surfaces disponibles pour accueillir de nouvelles activités artisanales et de services. Des activités compatibles avec l'habitat pourraient également être accueillies au village.

Compte-tenu de sa population réduite et de la proximité de pôles de commerces dans les communes proches, même si l'implantation d'un commerce sur le territoire communal est souhaitée, elle semble peu vraisemblable à court terme.

3. HABITAT

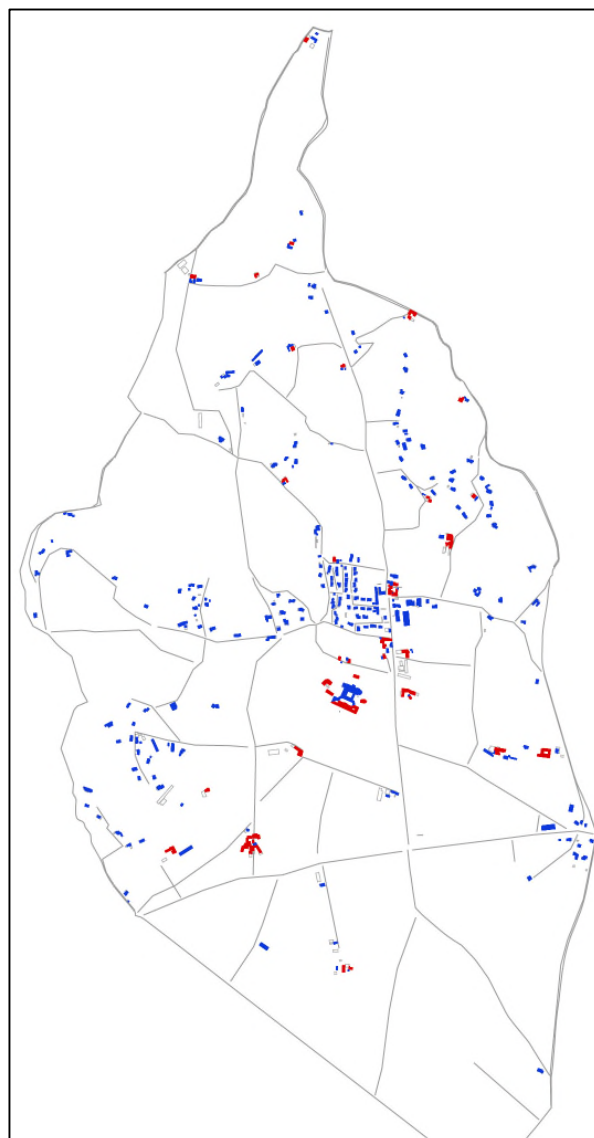
3.1. HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT URBAIN

La commune n'était autrefois occupée que par des fermes réparties sur le territoire. Le château est construit à la fin du 17^{ème} siècle. La mairie-école est installée en 1893, à proximité d'une maison forte dans le vallon principal.

Ce n'est que petit à petit, depuis les années 1980 que s'est constitué un village, structuré par des bâtiments collectifs dont le volume s'apparente à de grosses maisons.

Parallèlement, l'habitat s'est développé de manière beaucoup plus diffuse en pied de coteau sur plusieurs secteurs du territoire.

Carte de répartition de l'habitat :
*en rouge les constructions existantes sur le cadastre
napoléonien de 1805.*



3.2. BILAN DU P.O.S. DE 1989

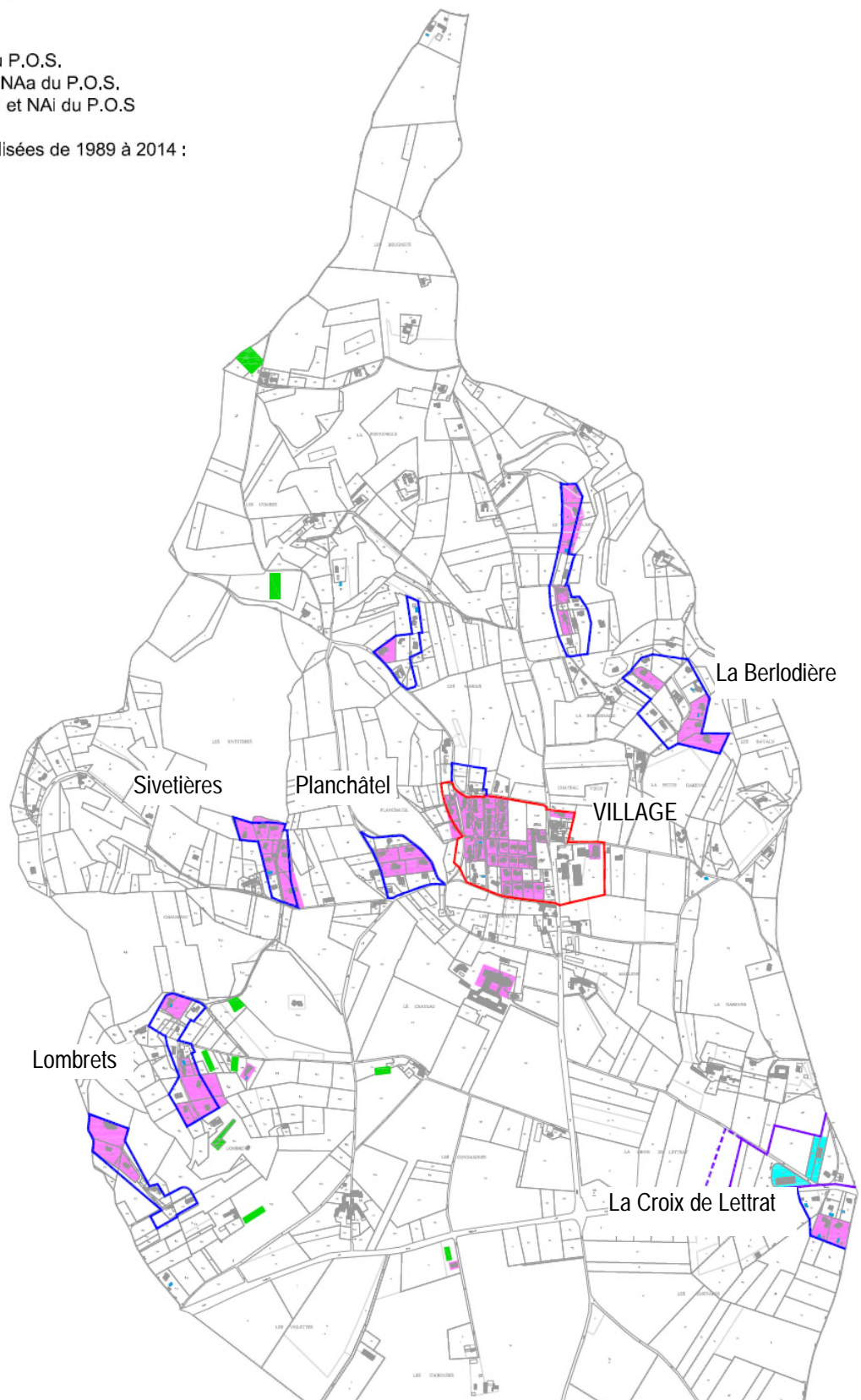
Utilisation de l'Espace entre 1990 et 2014 :

Illustration - BILAN P.O.S.

- zone NB du P.O.S.
- zones U et NAa du P.O.S.
- zones NAai et NAi du P.O.S.

Constructions réalisées de 1989 à 2014 :

- habitat
- agriculture
- activités



Constructions à usage d'habitat réalisées depuis la mise en œuvre du POS :

Quartier	Surface consommée	Logements réalisés	Densité moyenne logements / ha
Village	3,78 ha	56	14,8 log/ha
Zones NB hors village	9,32 ha	31	3,3 log/ha
TOTAL	13,1 ha	87	6,6 log/ha

Sur toute la commune ont été construits :

87 logements neufs sur 13,1 ha soit une densité moyenne de 6,6 logements/ha

Ces 87 logements sont composés de :

- 66 logements individuels purs (76%)
- 3 logements individuels groupés (4%)
- 18 logements collectifs (20%).

3.3. CAPACITÉS DE DENSIFICATION DES ESPACES BÂTIS



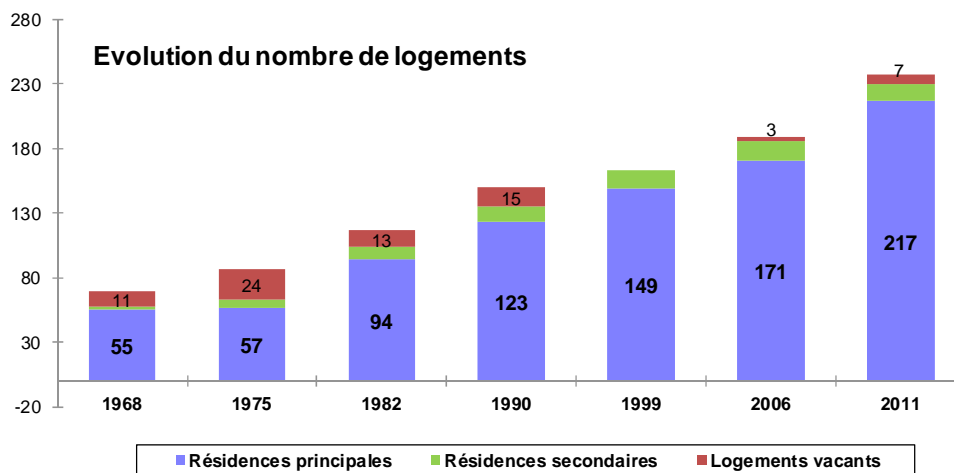
Au village, les terrains qui apparaissent disponibles (en jaune sur la carte) correspondent en fait :

- à un terrain sur lequel un projet de constructions de 15 logements (dont des logements locatifs) est en cours de réalisation ;
- à 2 lots restant d'un lotissement et qui sont en cours de vente.

En résumé, les seuls espaces disponibles au sein d'espaces déjà bâtis sont situés dans 2 quartiers qui se sont développés dans le cadre de zones NB du POS : un terrain au quartier Lombret-Est au Sud-Ouest du territoire et 3 terrains dans le quartier de la Berlodière au Nord-Est du village. Il s'agit de secteurs pentus de piémont au sein d'un habitat individuel peu dense.

L'ensemble de ces 4 terrains représentent 1,4 ha au total.

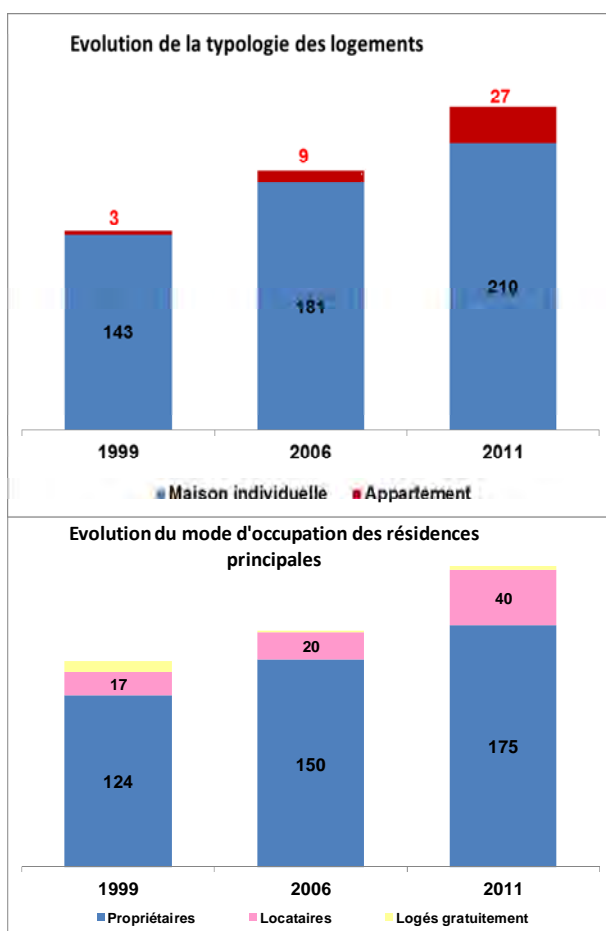
3.4. LE PARC DE LOGEMENTS



Le parc de logements est constitué à près de 92% de résidences principales, la commune comptant seulement 5,6% de résidences secondaires et 2,8% de logements vacants.

Entre 1999 et 2011 le nombre de résidences principales a crû beaucoup plus rapidement (+ 45%) que la population totale (+ 26%), notamment pour faire face à la diminution du nombre de personnes par ménages.

L'offre de logement s'est diversifiée avec la réalisation au village de logements collectifs et de logements groupés en location.



La part de logements collectifs en 2011 (11%) est supérieure à celle du canton de Romans 2 (sans la ville de Romans) qui est de 10,3%.

La part des logements locatifs a également progressé : il représentent 18% des logements en 2011, soit un niveau proche de celui du canton (20,2%).

Le parc de logements sociaux a aussi augmenté et on dénombre en 2014 :

24 logements locatifs sociaux (18 logements collectifs SDH² et 3 villas groupées SDH sur la place du village et 3 appartements HPR³ dans l'ancienne école de fille), soit 11% du parc.

En outre, sont en projet 6 logements locatifs sociaux HPR dans l'ancienne maison forte au nord de l'école.

On notera que la commune est propriétaire d'un appartement au dessus de la mairie, qu'elle loue.

Il n'y a pas de logements spécifiques pour les personnes âgées sur la commune, qui disposent de structures médicalisées ou non sur Génissieux et Romans.

3.5. LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

La commune est concernée par le PLH du Pays de Romans élaboré pour la période 2006-2014 par l'ancienne communauté d'agglomération du Pays de Romans.

Du fait de la fusion des intercommunalités en janvier 2014, ce PLH est prolongé jusqu'au 31/12/2016. La nouvelle communauté d'agglomération Valence Romans Sud Rhône-Alpes a lancé l'élaboration d'un nouveau PLH à l'échelle de l'ensemble de son territoire.

a) Les orientations du PLH Pays de Romans

Les 3 grandes orientations fixées par ce PLH sont les suivantes :

- Développer une offre suffisante et adaptée de logements sur le territoire pour soutenir le développement économique ;
- Préserver et valoriser le patrimoine bâti et les paysages ;
- Se développer en étant solidaire des ménages pouvant rencontrer des difficultés à trouver un logement adapté à leurs besoins.

b) Les objectifs quantitatifs et qualitatifs du PLH

Triors appartient à la « première couronne » du Pays de Romans : les 8 communes qui en font partie devront assurer une production totale de 105 logements par an.

Les objectifs globaux du PLH ont été déclinés commune par commune, au prorata de leur population :

Pour la période 2009-2014 l'objectif de production pour Triors était de 5 logements par an soit 30 logements sur 6 ans.

Le bilan du PLH réalisé début 2015 indique que cet objectif était surestimé.

² SDH : Société Dauphinoise pour l'Habitat

³ HPR : Habitat Pays de Romans

Le PLH a également établi des préconisations en matière de typologie des logements à produire : voir le tableau suivant (en nombre de logements par an) :

	Total logements	Logements locatifs sociaux*				Logements en accession et locatif libre			
		Total	dont très social	dont social	dont intermédiaire	Total	dont access° sociale	dont accession libre	dont locatif libre
Romans	265	65	11	47	7	200	7	145	48
Première couronne	105	30	6	22	2	75	4	55	16
Deuxième couronne	40	5	1	4	0	35	1	32	2
Ensemble du Pays	410	100	18	73	9	310	12	232	66

- 95 % de cette production correspondent à des logements neufs.
- Les 5 % restant sont des logements vacants qui seront mis sur le marché après réhabilitation, notamment dans le cadre de l'OPAH et du PIG, soit une vingtaine par an sur l'ensemble du Pays.

Pour la première couronne, sur les 105 logements à produire par an, 30 (soit 28,5%) devront être des logements locatifs sociaux. Pour Triors l'objectif est de 1 logement locatif social par an, soit 6 logements sociaux sur les 6 ans du PLH.

Pour répondre aux besoins recensés dans le cadre du diagnostic préalable au P.L.H., ce dernier propose enfin une typologie indicative des formes urbaines à impulser en fonction des territoires :

	Collectif (y compris petit collectif)	Individuel groupé*	Individuel pur**
Ville centre	60 %	20 %	20 %
Communes de première couronne	25 %	30 %	45 %
Autres communes	10 %	30 %	60 %

* Opération de maisons, mitoyennes ou non, réalisées par un opérateur unique (promoteur, bailleur social)

** Maisons qui ont fait l'objet de permis individuels, que ce soit en lotissement ou sur un terrain en diffus

Le P.L.U. doit être compatible avec les objectifs du P.L.H.

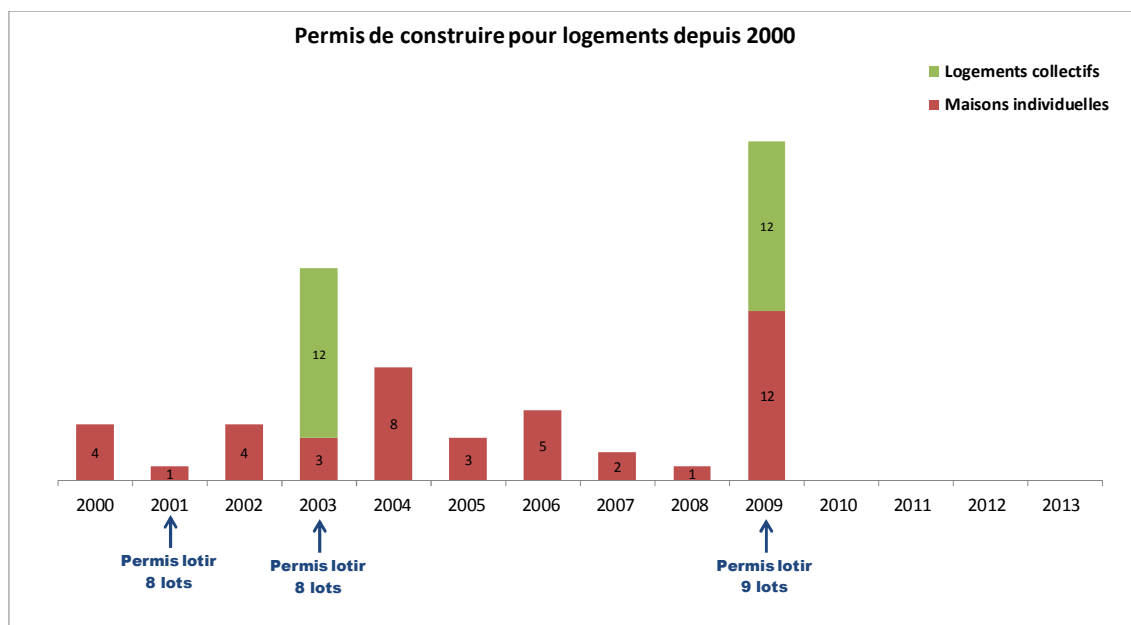
3.6. LE SCOT ROVALTAIN

La commune est concernée par le SCOT du Grand Rovaltain.

Le PLU devra être compatible avec les orientations du SCOT qui définissent notamment des objectifs pour les communes en matière de :

- typologie des logements (en cohérence avec le PLH) ;
- densité moyenne de logements à prévoir dans les zones constructibles pour économiser l'espace.

3.6. RYTHME DE CONSTRUCTION



Entre 2000 et 2013 ont été accordés 58 permis de construire pour des logements (4,1 par an en moyenne) correspondant à :

- 34 maisons individuelles (59%)
- 25 logements collectifs (41%).

Près de la moitié de ces constructions ont été réalisées dans le cadre de permis d'aménager, puisque sur la même période on enregistre 3 permis de lotir pour un total de 25 lots.

Sur la même période, on dénombre 3 permis de construire pour des bâtiments d'activités et 2 permis pour des bâtiments agricoles.

On remarque qu'aucun permis n'a été délivré sur la période 2010-2013.

4. EQUIPEMENTS ET SERVICES

4.1. ÉQUIPEMENTS ET SERVICES COLLECTIFS

a) Petite enfance

La Communauté d'agglomération dispose de la compétence en la matière : plusieurs crèches intercommunales sont donc accessibles aux habitants de Triors : à Génissieux, Peyrins, Romans et Clérieux.

b) Équipements scolaires

L'école communale dispose de 2 classes qui accueillent 37 élèves au total en 2014. La capacité théorique de l'école est de 60 élèves. La difficulté est le maintien à long terme de cet équipement, en raison de la fragilité des effectifs scolaires.

Derrière l'école est implanté l'IME⁴ des Colombes, géré par l'ADAPEI de la Drôme, qui accueille 40 enfants (soit sa capacité maximale).

La cantine est assurée par l'IME pour l'ensemble des élèves des 2 établissements.

L'accueil périscolaire est assuré dans les locaux de l'IME et la salle communale des associations est également utilisée ponctuellement.

c) Équipements culturels et sportifs

Au sud de la mairie, un bâtiment communal récemment rénové accueille la salle des associations et la salle polyvalente.

Un terrain de sport et de jeux est implanté au nord du village et un terrain de boule à l'Est de l'école.

La mairie est très exiguë (52 m² au total) et par ailleurs la salle des associations est souvent saturée. La municipalité souhaite donc réfléchir dans le cadre du PLU, aux différentes solutions possibles pour agrandir ces 2 équipements.

Il faut noter qu'en raison de la délocalisation d'un CAT⁵, l'ADAPEI dispose de locaux sous-utilisés.

⁴ IME : Institut Médico-éducatif

⁵ CAT : Centre d'aide par le travail

4.2 RESEAUX

4.2.1. EAU POTABLE

Le service de l'eau relève de la compétence du Syndicat intercommunal des eaux de l'Herbasse (SIEH).

Ressource : le réseau est alimenté par les captages situés à Charmes sur l'Herbasse et à Châtillon-St-Jean. L'ensemble de ces captages a fait l'objet de D.U.P. qui délimitent les périmètres à protéger.

Qualité de l'eau : la qualité de l'eau est conforme. L'eau ne subit aucun traitement du lieu de production au robinet de l'abonné.

Le volume d'eau consommée à Triors s'élève à 28403 m3 en 2013 (soit une diminution de 3% par rapport à 2012).

4.2.2. ASSAINISSEMENT

La compétence assainissement est désormais assurée par la Communauté d'agglomération.

Un schéma général d'assainissement avait été réalisé en 1997 par la commune, dans lequel était notamment programmée la construction de la station d'épuration communale. L'aptitude des sols à l'assainissement non collectif y avait également été étudiée.

La communauté d'agglomération a lancé l'étude d'un schéma général d'assainissement eaux usées et eaux pluviales.

a) Assainissement collectif

La commune dispose d'un réseau d'assainissement collectif séparatif qui dessert le village, ainsi que le monastère.

Les effluents collectés sont traités dans la station d'épuration située au sud du village. Mise en service en 2001, elle dispose d'une capacité nominale de 350 EH⁶.

Selon le dernier bilan, la charge entrante représente 210 EH, la station dispose donc d'une capacité résiduelle de 140 EH environ.

b) Assainissement non collectif

La compétence assainissement autonome relève de la communauté d'agglomération qui gère le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif).

Les constructions isolées ou celles réalisées dans le cadre des zones NB du POS relèvent de l'assainissement non collectif.

⁶ EH : Équivalent Habitant

4.2.3. GESTION DES DECHETS

La gestion des déchets relève également de la compétence de la Communauté d'Agglomération.

a) Collecte et traitement des ordures ménagères

Les Ordures Ménagères sont collectées en bacs roulants collectifs.

Collecte sélective et déchetteries : Un point d'apport volontaire est mis à disposition sur la commune à côté de la STEP. Il permet de collecter les emballages légers, le verre, les papiers et journaux.

Deux déchetteries intercommunales sont à disposition des habitants à Romans et à Mours.

La communauté d'agglomération a par ailleurs mis en place un service de bennes tournantes pour collecter les encombrants sur les différentes communes.

b) Elimination des déchets

La communauté d'agglomération adhère au SYTRAD qui assure la collecte sélective et la valorisation des déchets. Les déchets ménagers sont traités dans un des centre de valorisation du SYTRAD.

4.2.4. RESEAU DE DEFENSE CONTRE LES INCENDIES

Il est basé sur le réseau d'adduction d'eau potable.

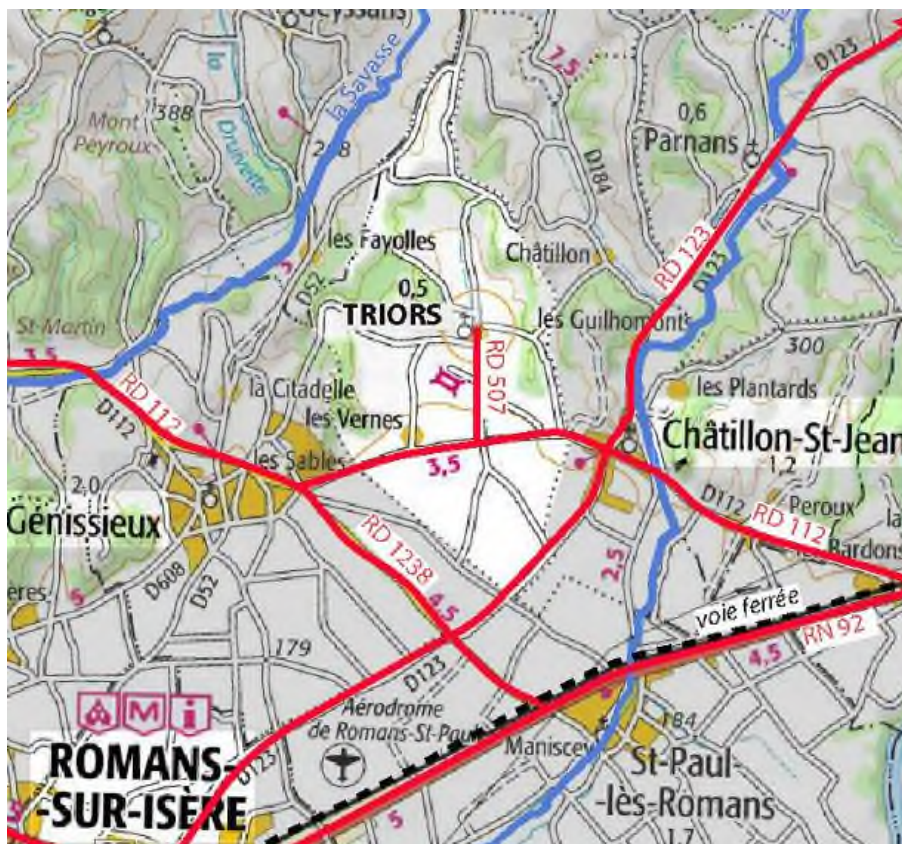
4.2.5. RESEAUX NUMERIQUES

La couverture ADSL de la commune n'est pas très bonne en réseau de l'éloignement des centraux (St Paul les Romans et Génissieux). La fibre optique n'arrive pas au village, mais un échéancier de déploiement sera prochainement annoncé.

5. TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS

a) Réseau routier

La commune est traversée par la RD112 qui relie Génissieux à Châtillon-Saint-Jean au pied des collines : plusieurs voies communales permettent d'irriguer le territoire à partir de cet axe. La RD507 relie également cet axe au village et s'y termine.



b) Circulations douces

Il y a très peu d'aménagements spécifiques pour les piétons ou cycles, en dehors de quelques trottoirs au village. Mais la commune, et notamment le village, est à l'écart des itinéraires de transit, ainsi la faible fréquentation de la plupart des voies communales permet leur usage par les piétons et cycles.

La commune dispose également de chemins non goudronnés très utilisés pour la promenade.

c) Transports en commun

Par le biais de la Communauté d'agglomération, la commune adhère au syndicat « Valence Romans Déplacements » créé en 2010 qui a compétence pour élaborer un plan de déplacements urbains.

La commune est desservie par :

- La ligne 81 du réseau « Citéa », (géré par Valence Romans Déplacements) est ouverte à tous mais son cadencement est surtout adapté à la desserte scolaire vers les collèges et lycées de Romans. Il y a un arrêt au village.
- Un service de transport à la demande permet de compléter l'offre du service régulier sur cette ligne.

La gare SNCF la plus proche est la gare de Romans à 9 Km et la gare de Valence TGV est à 21 Km.

d) Stationnements publics :

La place centrale du village dispose de places de stationnement matérialisées, les espaces autour de l'église et de la salle polyvalente, en stabilisé, permettent également le stationnement.

CHAPITRE DEUXIEME
ANALYSE DE L'ETAT INITIAL
DE L'ENVIRONNEMENT

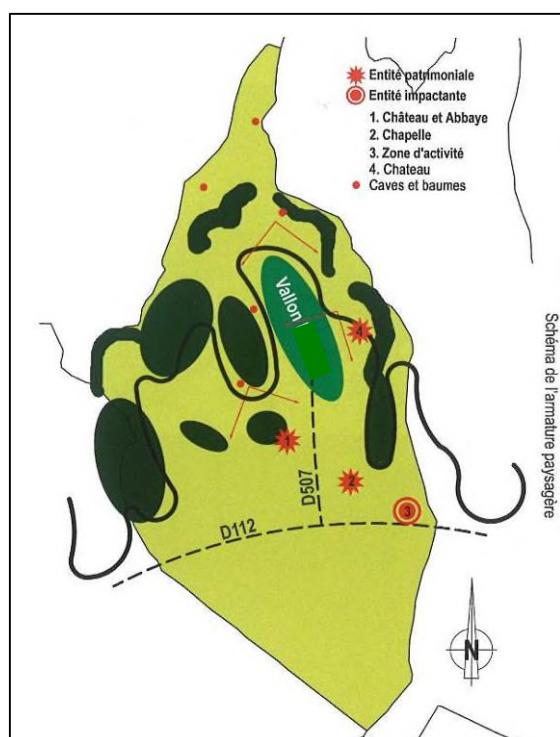
1. PAYSAGE

1.1. LE GRAND PAYSAGE

A l'échelle de la Drôme, Triors se situe sur le territoire de la « Drôme des Collines », suivant l'axe nord-sud du Rhône entre Saint-Rambert-d'Albon et Valence. La commune est représentative des deux grands ensembles géologiques et géographiques qui constituent la Drôme des Collines : au Nord des collines et au Sud une zone de plaine.

1.2. LECTURE DU PAYSAGE

Source : *Diagnostic Charte architecturale et paysagère Pays de Romans -2014*



Le cœur de la commune est installé dans un vallon principal s'ouvrant sur la plaine de Romans et dominé par les coteaux boisés des collines drômoises

> Depuis la plaine :

- l'horizon de champs barré par la côtière boisée entre plaine et colline ;
- le Vercors en fond de scène
- les boisements des collines ;
- la silhouette du château et de l'église du monastère.

> Vers le village :

- le vallon logé dans une dépression de la côtière ;
- les ouvertures visuelles vers les coteaux boisés ;
- les arbres isolés et alignements.

1.3. ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU PAYSAGE ET DE L'IDENTITÉ DE TRIORS



1.4. LES LIMITES URBAINES DU VILLAGE : DES FAÇADES BATIES OU BOISEES



2. CARACTERISTIQUES MORPHOLOGIQUES ET GEOLOGIQUES

2.1. MORPHOLOGIE – TOPOGRAPHIE

La commune, étirée dans le sens Nord – Sud présente des unités morphologiques très contrastées avec :

- la plaine alluviale de l'Isère au Sud de la RD112 ;
- les collines mollassiques qui ceignent d'Est en Ouest des dépressions qu'elles dominent d'une centaine de mètres : au-delà au nord s'étend un plateau mollassique moins pentu.
- des dépressions topographiques dont la principale d'axe Nord-Sud abrite le village.

2.2. GEOLOGIE

Source : rapport de zonage assainissement- Géo+ - 1997

Le substratum géologique est constitué d'une mollasse sableuse datant du Miocène sur la quasi-totalité du territoire, à l'exception d'un placage de mollasses argileuses à l'extrémité Nord.

Ces formations affleurent sur environ 40% du territoire et sont recouvertes par des alluvions récentes à prédominance sableuse, elles-mêmes recouvertes, dans la partie Sud, de dépôts loessiques et dans la zone de raccordement aux collines de colluvions à matrice limono-argileuse.

2.3. HYDROLOGIE

2.3.1. EAUX SUPERFICIELLES

Il n'y a pas de cours d'eau pérenne sur le territoire communal.

2.3.2. EAUX SOUTERRAINES

Une nappe aquifère est présente dans les formations mollassiques, qui s'écoule vers le Sud et rejoint la nappe des alluvions de l'Isère.

A Triors, cette nappe se manifeste par une zone de sources, en pied de talus molassique (quartier la Fontanille), où elle est sub-affleurante et captée localement par des tunnels drainants.

3. MILIEUX NATURELS

L'occupation du territoire est essentiellement agricole (environ 60% du territoire), les secteurs les plus pentus des reliefs sont occupés par des boisements. Il faut noter également la présence de nombreuses truffières.

3.1. Z.N.I.E.F.F.

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique résultent d'un inventaire national du patrimoine faunistique et floristique. Cet inventaire n'a pas de portée réglementaire directe. Toutefois, les intérêts scientifiques qu'il recense constituent des enjeux environnementaux qui doivent être pris en compte.

Il existe 2 types de Z.N.I.E.F.F. :

- les **Z.N.I.E.F.F. de type 2** couvrent de vastes ensembles dont les équilibres généraux doivent être préservés.
- Les **Z.N.I.E.F.F. de type 1** constituent des sites particuliers, généralement de taille réduite, qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Ces sites ou zones correspondent donc à un fort enjeu de préservation des biotopes concernés.

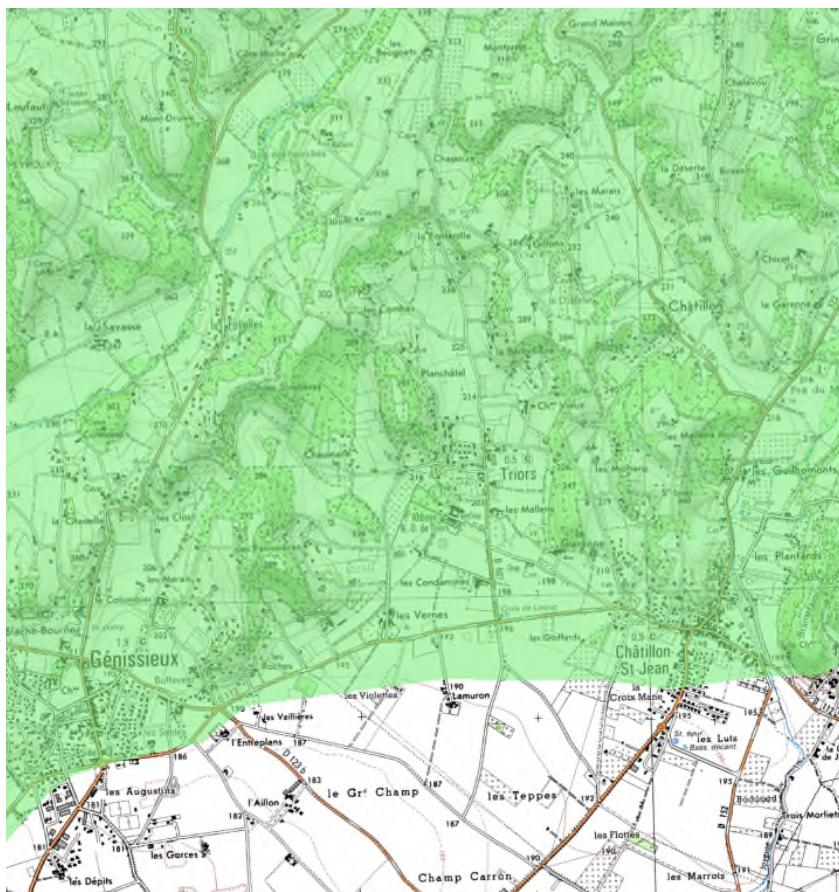
La commune de Triors est uniquement concernée par une ZNIEFF de type 2 :

- « **Collines drômoises** » : **ZNIEFF de type 2 n°2603**

Cette ZNIEFF de type II s'étend sur 27 053 ha et englobe toute la partie nord de la commune de Triors.

Au sud des Chambarans, cette région de collines est assise sur une épaisse couche de molasse sableuse, déposée durant l'ère tertiaire. Ce substrat affleure sur les ruptures de pente de l'ensemble du secteur délimité, favorisant l'extension de formations végétales sèches d'affinité méditerranéenne (pelouses sèches, pelouses sur sables, corniches molassiques, "balmes"...).

Le zonage de type II souligne l'unité de cet ensemble naturel, au sein duquel plusieurs secteurs abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits par les zones de type I.



Il souligne également certaines fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales, telles que celle de zone d'alimentation ou de reproduction pour de nombreuses espèces d'oiseaux (Huppe fasciée, Guêpier d'Europe), de reptiles, d'insectes (Agrion de Mercure) ou de batraciens (crapaud Sonneur à ventre jaune).

L'ensemble présente par ailleurs un intérêt paysager, géologique (avec notamment les gisements de sables helvétiques fossilifères de Charmes sur l'Herbasse et Tersanne, cités à l'inventaire des sites géologiques remarquables de la région Rhône-Alpes), géomorphologique (modelé périglaciaire), ainsi que biogéographique, compte tenu de la présence de nombreuses espèces méridionales (Psammodrome d'Espagne) ou continentales (Scabieuse cendrée) parvenant ici en limite de leur aire de répartition géographique.

3.2. RESEAU NATURA 2000

La commune de Triors n'est concernée par aucun site Natura 2000. Le site Natura 2000 le plus proche (Sables de l'Herbasse et des Balmes de l'Isère) est situé à plus de 5,5 Km du territoire communal.

3.3. ZONES HUMIDES

L'inventaire Rhône-Alpes des zones humides, identifie une zone humide à Triors : le « Puits perdu du Monastère » construit au 17^{ème} siècle et qui collecte les eaux venant des hauts de Triors. Il correspond au bassin d'ornement situé dans le parc du château.

3.4. TRAME VERTE ET BLEUE – RESEAUX ECOLOGIQUES

3.4.1. GENERALITES

Un corridor écologique est un ensemble de structures généralement végétales, en milieu terrestre ou aquatique qui permet le transit des espèces animales et végétales entre différents habitats (massifs forestiers, zones humides, ...).

Le rôle des corridors écologiques est de relier les habitats de la flore, de constituer des sites de reproduction, de nourrissage, de repos et de migration de la faune pour permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer, d'échanger leurs gènes, de coloniser ou recoloniser les territoires d'où elles ont disparu.

Deux grands types de corridors écologiques sont rencontrés :

- Les **corridors terrestres** qui se situent au niveau des boisements et des réseaux de haies, et qui permettent le passage de la grande faune et de la petite faune.
- Les **corridors aquatiques** qui se situent au niveau des cours d'eau et des zones humides, et qui permettent le déplacement des espèces aquatiques, mais également des espèces terrestres liées au milieu aquatique (Martin-pêcheur d'Europe, amphibiens, végétation hydrophile,...).

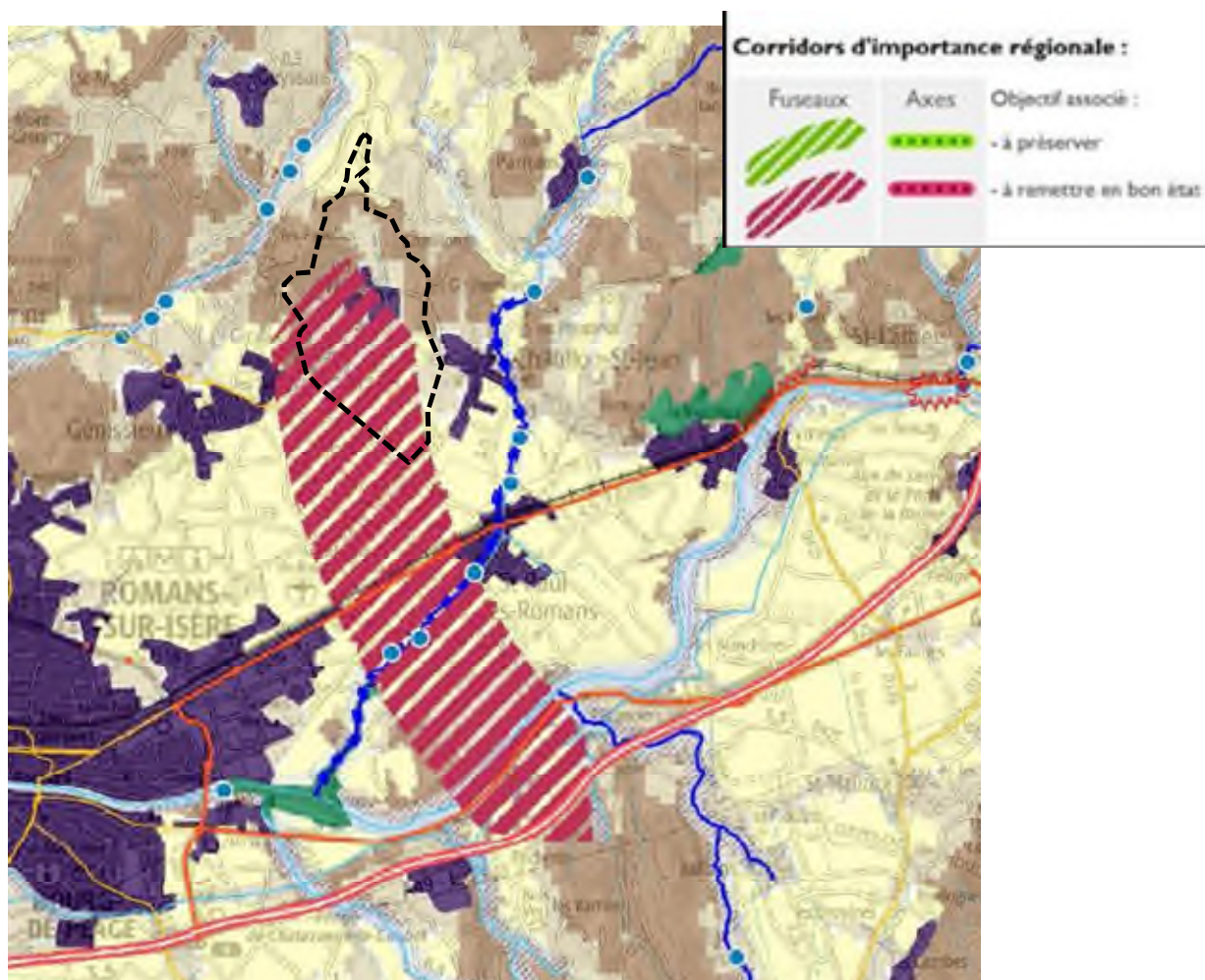
Les corridors sont indispensables à la survie des espèces. Ils constituent une des composantes du réseau écologique. Ils offrent des possibilités d'échanges entre les zones nodales (espaces vitaux suffisants pour l'accomplissement du cycle de développement d'une population animale ou végétale) et les différents types de continuums (espaces d'extension potentiellement utilisables par la faune et nécessaires au maintien de la biodiversité dans les zones nodales).

3.4.2. LE S.R.C.E. RHONE-ALPES

La Trame verte et bleue a pour ambition première d'enrayer la perte de biodiversité. Par la préservation et la remise en état des sites à forte qualité écologique, riches en biodiversité (les réservoirs) et par le maintien et la restauration des espaces qui les relient (les corridors), elle vise à favoriser les déplacements et les capacités adaptatives des espèces et des écosystèmes, notamment dans le contexte de changement climatique.

La constitution de la Trame Verte et Bleue nationale se fait à l'échelle de chaque région, via l'élaboration de **Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique** (SRCE) qui constituent de nouveaux documents dans la hiérarchie des outils de planification territoriale. Le SRCE est élaboré conjointement par l'État (DREAL) et la Région, avec l'assistance technique du réseau des agences d'urbanisme de Rhône-Alpes (URBA3)

En Rhône-Alpes, le SRCE a été adopté le 19 juin 2014.



Le SRCE met en évidence un corridor d'importance régionale à remettre en bon état : il relie les chainons du vercors au sud-est, au massif des Chambarans au nord-ouest. Il sera ainsi nécessaire de conserver des espaces non urbanisés entre Romans et St Paul les Romans, mais aussi entre Triors et Génissieux.

En outre :

- les reliefs collinaires boisés font partie des espaces perméables terrestres qui constituent des continuités écologiques fonctionnelles entre réservoirs de biodiversité.
- les espaces agricoles participent de la fonctionnalité écologique du territoire.

4. GESTION DES EAUX

4.1. LE S.D.A.G.E. DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) sont les premières applications des principes exposés dans la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Le SDAGE définit des mesures opérationnelles générales, applicables à l'ensemble du bassin, qui constituent des objectifs de résultats et des règles essentielles de gestion. A plus grande échelle, et sur la base de l'état des lieux du bassin, le SDAGE édicte des mesures opérationnelles territoriales qui correspondent soit à des orientations, soit à des règles d'encadrement du SDAGE.

Approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, ce document a une certaine portée juridique puisqu'il est opposable à l'administration et détermine les orientations en matière de gestion de l'eau, les objectifs de quantité et de qualité des eaux que l'administrateur devra intégrer dans son processus de décision.

La commune de Triors est incluse dans le Bassin Rhône-Méditerranée-Corse. Elle est donc concernée par le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 entré en vigueur le 21 décembre 2016.

Le SDAGE fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que des objectifs de qualité à atteindre d'ici à 2021.

4.2. S.A.G.E.

La commune fait partie du périmètre du **SAGE** (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux) intitulé « **Molasses miocènes du Bas-Dauphiné et alluvions de la plaine de Valence** ».

Le périmètre de ce SAGE concerne 140 communes (sur la Drôme et l'Isère), qui totalisent un territoire de 2018 km². Le portage est confié au département de la Drôme en partenariat avec celui de l'Isère.

L'élaboration de ce SAGE a débuté fin 2013 : l'objectif poursuivi est une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau souterraine sur le territoire.

4.3. CONTRAT DE RIVIERES

Un contrat de rivières est un instrument d'intervention à l'échelle de bassin versant. Il fixe pour une rivière des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau et prévoit, de manière opérationnelle, les modalités de réalisation des études et des travaux nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Un contrat de rivières « Joyeuse, Chalon et Savasse » a été conduit de 2003 à 2006. Un deuxième contrat de rivières 2013-2017 en cours d'exécution. Sa gestion est portée par la communauté d'agglomération.

Ce second contrat de rivières se focalise sur la restauration éco-géomorphologique des rivières, sur la préservation des zones humides, la prévention contre les inondations et la poursuite de la reconquête de la qualité de l'eau. La gestion quantitative de la ressource en eau sera également traitée en lien avec le volet "adaptation" du Plan Climat Énergie et territoire du Pays de Romans.

5. RISQUES ET NUISANCES

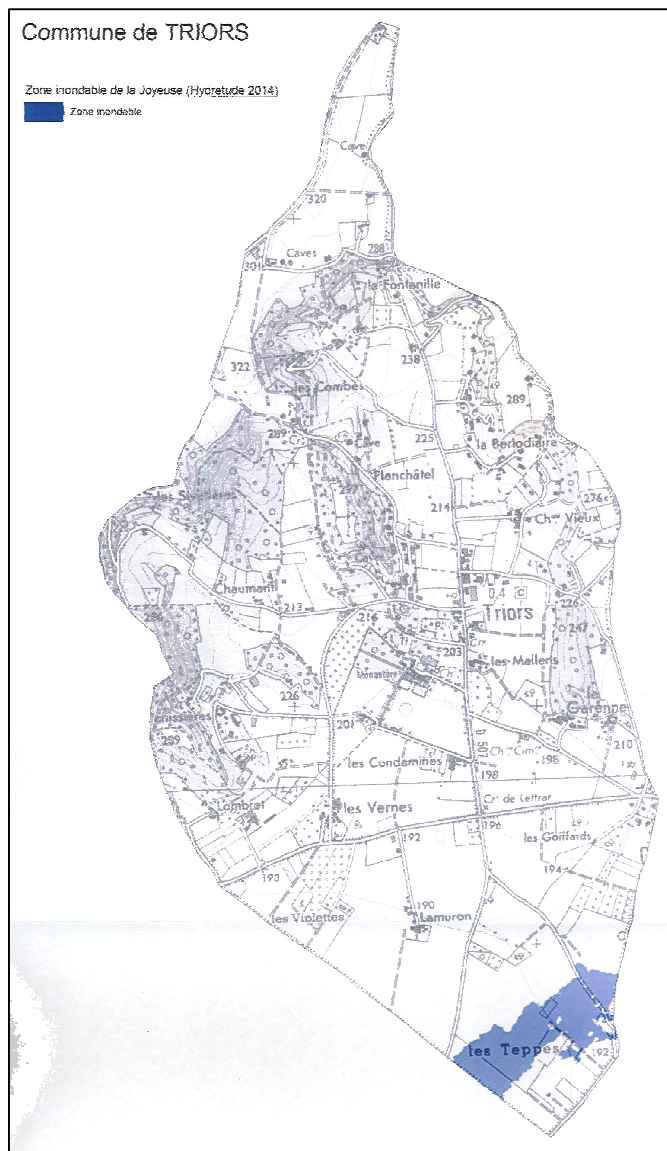
5.1. RISQUES NATURELS

5.1.1. RISQUE INONDATION

La commune n'est concernée par aucun plan de prévention des risques naturels.

Les écoulements des eaux pluviales des reliefs vers la plaine devront être pris en compte.

Une étude réalisée en 2014 par Hydrétudes dans le cadre du projet d'aménagement contre les crues de la Joyeuse fait apparaître une petite zone inondable à l'extrême sud du territoire communal qui ne concerne que des champs.



5.1.2. LE RISQUE DE FEU DE FORETS

La commune de Triors présente des risques faibles pour les incendies de forêt, selon l'arrêté préfectoral n°2013057-0026 du 26 février 2013.

Cet arrêté définit les règles de prévention en matière d'emploi du feu, de nature du débroussaillage et d'obligations en zone urbanisée. Les dispositions de la section 2 de l'arrêté ne sont pas applicables dans la commune.

5.2. MOUVEMENTS DE TERRAIN

5.2.1. RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES

La cartographie départementale de l'aléa retrait-gonflement des argiles a été établie pour délimiter les zones sensibles afin de développer la prévention du risque. Une partie du territoire de la commune est située en zone de susceptibilité faible au retrait-gonflement : la carte d'aléa est accessible sur internet : www.argiles.fr.

La prise en compte de ce risque n'entraîne pas de contrainte d'urbanisme, mais passe par la mise en œuvre de règles constructives détaillées sur le même site internet. L'application de ces règles relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrage.

5.2.2. CAVITES SOUTERRAINES

Le BRGM a répertorié 4 cavités souterraines sur le territoire de Triors. La cartographie et le recensement de ces cavités sont disponibles sur le site internet : infoterre.brgm.fr.

5.3. RISQUE SISMIQUE

La commune est située en zone de sismicité 3 (modérée) selon le décret du 22 octobre 2010.

Des mesures préventives, notamment des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation parasismiques, sont appliquées aux bâtiments, aux équipements et aux installations de la classe dite "à risque normal" situés dans les zones de sismicité 2, 3, 4 et 5.

Des mesures préventives spécifiques doivent en outre être appliquées aux bâtiments, équipements et installations de catégorie IV pour garantir la continuité de leur fonctionnement en cas de séisme.

La classe dite "à risque normal" comprend les bâtiments, équipements et installations pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat. Ces bâtiments, équipements et installations sont répartis entre les catégories d'importance suivantes :

- Catégorie d'importance I : ceux dont la défaillance ne présente qu'un risque minime pour les personnes ou l'activité économique ;
- Catégorie d'importance II : ceux dont la défaillance présente un risque moyen pour les personnes ;
- Catégorie d'importance III : ceux dont la défaillance présente un risque élevé pour les personnes et ceux présentant le même risque en raison de leur importance socio-économique ;
- Catégorie d'importance IV : ceux dont le fonctionnement est primordial pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public.

5.4. RISQUES TECHNOLOGIQUES

Il n'y a pas de canalisation de transport de matières dangereuses sur le territoire.

6. PATRIMOINE CULTUREL

6.1. PATRIMOINE BATI ET MONUMENTS HISTORIQUES

Le château (17^e et 18^e siècles) et son parc sont inscrits à l'inventaire des Monuments historiques.

Le parc est également inscrit à l'inventaire des parcs et jardins.

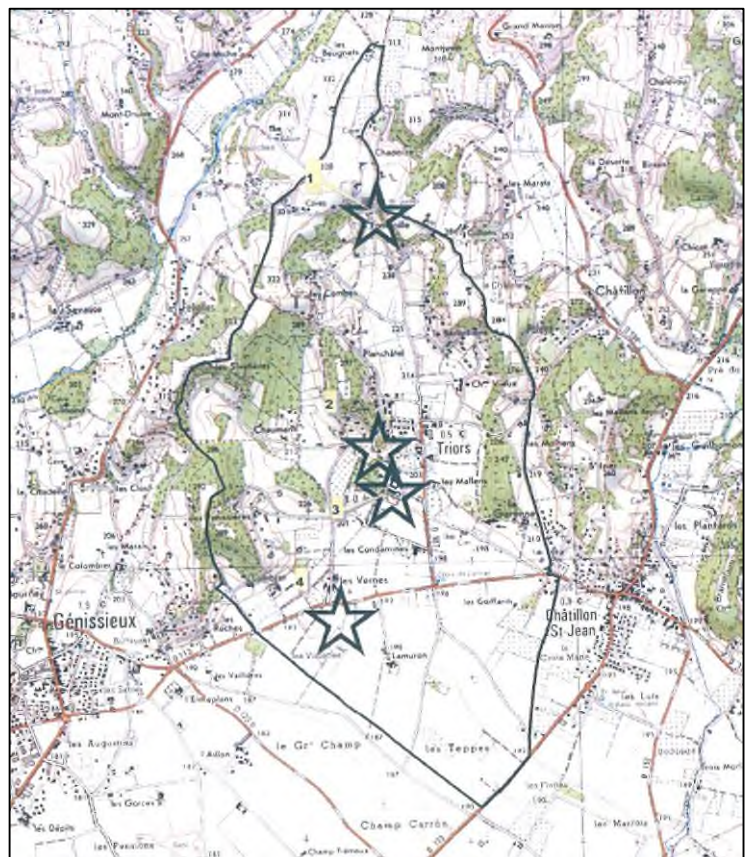
D'autres constructions présentent un intérêt patrimonial :

- la maison forte renaissance (château vieux) dans le village ;
- la chapelle du cimetière.

6.2. ENTITES ARCHEOLOGIQUES

La carte archéologique nationale recense à ce jour 4 entités archéologiques sur la commune de Triors :

- Fontanille : indices d'occupation (âge du fer, gallo-romain)
- Bouchage : motte castrale ?
- château non fortifié (époque moderne)
- les Vernes : indices d'occupation dans un champ (gallo-romain).



CHAPITRE TROISIEME
SYNTHESE DIAGNOSTIC
ET
ENJEUX COMMUNAUX

1. DEMOGRAPHIE

✦ **Commune en 1ère couronne du pôle urbain de Romans, qui connaît une croissance démographique et atteint 620 habitants en 2014.**

- ✓ Un territoire rural de 565 ha, très proche de Romans, mais en retrait des principaux axes de circulation.
- ✓ Commune disposant d'une école et d'une zone artisanale intercommunale, mais sans commerce ou service de proximité.
- ✓ Une communauté monastique de 40 membres dans une abbaye qui s'est développée à partir d'un château classé monument historique

ENJEUX :

Renouveler la population pour conserver l'école, mais adapter le niveau de croissance au niveau d'équipements et en préservant le caractère rural et naturel de la commune.

2. HABITAT - DEVELOPPEMENT URBAIN

Une offre de logements qui se diversifie, mais encore majoritairement basée sur la maison individuelle en propriété.

- ✓ Rythme de construction de logements : 5 permis par an en moyenne entre 2000 et 2013.
- ✓ Objectif fixé par le PLH de la Communauté d'agglomération Pays de Romans pour 2009 – 2016 : 5 logements par an au maximum dont 1 logement social.
- ✓ Une urbanisation peu concentrée basée sur un village qui ne s'est structuré que depuis une quinzaine d'années et des quartiers périphériques en piémont.
- ✓ Depuis la mise en œuvre du POS (1989) : 87 logements ont été réalisés sur 13,1 ha soit une densité moyenne de 6,6 logements par hectare.

ENJEUX :

Modérer la consommation d'espace en se basant sur les objectifs du projet de SCOT arrêté.

Prendre en compte les objectifs du PLH.

Diversifier l'offre d'habitat en prévoyant des logements locatifs et des formes urbaines moins consommatrice d'espace.

3. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – COMMERCE

- ✓ Une vie économique essentiellement fondée sur une agriculture très diversifiée.
- ✓ Pas de commerce ou service au village.
- ✓ Une zone artisanale intercommunale à proximité du village de Châtillon-Sant-Jean dont l'extension est prévue.

ENJEUX :

- Préserver à long terme le potentiel agricole du territoire; limiter les conflits d'usage habitat/activités.

- Permettre l'implantation de commerces et services au village.

4. IDENTITE COMMUNALE : PAYSAGE - PATRIMOINE - CADRE DE VIE

✓ Un territoire attractif avec

- un paysage marqué par les collines boisées délimitant des vallons pittoresques, prolongés par la plaine de l'Isère au sud et par la diversité des cultures (vignes, grandes cultures, truffières,...) ;

- un patrimoine ancien de caractère, dont l'élément marquant est le château (monument historique) devenu partie d'une abbaye implantée depuis 1984 ;

ENJEUX :

- Préserver et mettre en valeur le patrimoine paysager, agricole et naturel de la commune.

5. BIODIVERSITE - MILIEUX NATURELS

✓ Un territoire à l'interface entre la plaine de l'Isère et les collines boisées du nord de la Drôme, dont les espaces naturels et agricoles jouent un rôle de corridor écologique qui participe aux connexions entre le vercors et la Drôme des collines ;

✓ Des espaces naturels d'intérêt écologique : pelouses sèches et zones humides.

ENJEUX :

- Préserver les fonctions de corridor écologique et les espaces naturels les plus intéressants.

2^{ème} Partie

EXPLICATION DES CHOIX RETENUS DANS LE PLU

1. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE P.A.D.D.

Le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables** traduit les grands objectifs communaux :

- de maintenir un dynamisme démographique suffisant pour assurer le maintien des équipements scolaires ;
- de préserver et mettre en valeur le patrimoine paysager, agricole et naturel de la commune.

Il prend également en compte les orientations supra-communales du PLH du Pays de Romans en vigueur jusqu'au 31/12/2016 et du projet de SCOT Rovaltain arrêté le 15/09/2015.

1.1. MOTIVATION DES CHOIX RETENUS EN MATIERE DE :

AMENAGEMENT - ÉQUIPEMENT - URBANISME – HABITAT

Objectif : **Maintenir une dynamique démographique et stabiliser les effectifs scolaires**

Orientations :

- ▶ Organiser les conditions pour une **croissance démographique autour de 1,4 à 1,6 % par an.**
- ▶ Prévoir la production d'environ **60 logements nouveaux sur 12 ans.**
- ▶ Poursuivre la **diversification de l'offre d'habitat** avec :
 - de l'habitat résidentiel,
 - des logements locatifs sous forme d'habitat intermédiaire ou de petit collectif, et en particulier des **logements locatifs de taille modérée (T2-T3)** pour favoriser l'accueil de jeunes ménages et le renouvellement de la population.
 - des logements en accession à la propriété abordable.

Ces choix reposent sur :

- la volonté communale de maintenir une croissance démographique suffisante pour assurer le renouvellement de la population et ainsi maintenir les effectifs scolaires.
- les orientations du PLH du Pays de Romans pour Triors (objectif de production de 5 logements par an).

Le niveau de croissance envisagé est réaliste et cohérent au regard des évolutions passées (1,7 % par an entre 1999 et 2014) et soutenable en terme d'équipements publics. Il s'agit également d'un niveau de croissance maîtrisé et réduit par rapport à l'évolution moyenne sur les 35 dernières années (+2,6% par an en moyenne sur la période 1982-2011).

À partir d'une population de 620 habitants en 2014, ce niveau de croissance correspond à une augmentation de population sur 12 ans estimée entre 112 habitants et 127 habitants, soit une population totale atteignant autour de 732 à 747 habitants à l'horizon 2026-2027. Ces simulations reposent sur des hypothèses de poursuite de la diminution du nombre de personnes par logement de 2,6 (taux actuel) à 2,5 dans l'hypothèse haute ou à 2,45 dans l'hypothèse basse.

L'offre de logements à Triors doit encore être diversifiée pour favoriser l'accueil de jeunes ménages (avec des logements locatifs notamment) mais la commune souhaite aussi maintenir une offre d'habitat résidentiel.

La diversification de l'offre de logements entraîne la diversification des formes urbaines, ce qui permettra de limiter la consommation d'espace par rapport à une production qui serait essentiellement consacrée à de l'habitat individuel pur.

Objectif : Organiser l'implantation des futurs logements en tenant compte des enjeux agricoles et environnementaux.

Orientations :

- Développer l'urbanisation au village en limitant les impacts sur l'agriculture et en poursuivant sa structuration autour de l'espace public central.
- Compléter de manière modérée l'urbanisation de 2 quartiers qui disposent de « dents creuses » : la Berlodière et les Lombrets Est.
- Permettre la densification d'un quartier d'habitat peu dense : Couchant Planchatel.

La confortation du développement de l'habitat s'appuie sur la structure urbaine existante à Triors, qui est composée :

- d'un village très récent, puisqu'il ne s'est structuré autour de la place publique que depuis une dizaine d'années : ce village est bordé par des coteaux boisés à l'Est et s'étend au cœur d'un large vallon agricole ;
- de petits quartiers qui se sont développés en piémont, de manière à limiter les prélèvements de terres agricoles à bon potentiel.

> L'urbanisation future du village est proposée de manière concentrique à partir du centre et avec le souci de limiter au maximum les impacts sur les activités agricoles : aucune culture à fort rendement n'est concernée (notamment aucune vigne), ni aucun siège d'exploitation. Les secteurs retenus pour le développement du village permettront d'accueillir des formes urbaines relativement denses (logements collectifs, intermédiaires et groupés notamment) et s'inspirant des formes urbaines anciennes du type de celles présentes à Chateaufort.

> Deux quartiers (la Berlodière et les Lombrets Est) se sont développés sous forme d'habitat résidentiel ayant généré de larges « dents creuses » entre des parcelles bâties : s'agissant de quartiers implantés en piémont, les terrains résiduels sont pentus et leur intérêt agricole est fortement amoindri par leur situation au cœur d'espaces bâtis : ils ne sont d'ailleurs plus cultivés. Ces deux quartiers permettront d'accueillir de l'habitat résidentiel.

> Couchant Planchatel est un quartier d'habitat résidentiel, situé à proximité du village, également implanté en piémont : quelques terrains pourraient faire l'objet de division et ainsi accueillir quelques nouveaux logements, sans consommer d'espace agricole, ni d'espace véritablement naturel, s'agissant de jardins, le plus souvent déjà clos.

En dehors des Lombrets-Est, les autres quartiers périphériques retenus sont situés à moins de 10 minutes à pied du village.

Objectif : Prendre en compte les besoins d'évolution de l'Abbaye dans le respect du site

Orientations :

- Permettre l'évolution des bâtiments conventuels et d'accueil de l'Abbaye en conservant les coupures vertes existantes à l'entrée Est.

L'abbaye, qui s'est développée à partir de l'ancien château (classé monument historique), accueille une communauté monastique de 40 membres. Il s'agit de permettre l'évolution des bâtiments conventuels et d'accueil de ce monastère, qui constitue une source d'attractivité pour la commune et génère des activités économiques avec une exploitation agricole (classée en zone agricole) et un magasin de vente de produits monastiques.

Objectif : Prévoir l'adaptation des équipements communaux

Orientations :

- Prévoir l'extension de la Mairie et ses conséquences sur les bâtiments scolaires.
- Anticiper l'évolution des équipements de l'ADAPEI (IME).

La commune dispose d'équipements collectifs adaptés à son niveau de population, à l'exception du bâtiment de la mairie devenu trop exigu. Son extension est envisagée dans les bâtiments attenants de l'école, pour laquelle devront être construits de nouveaux locaux : a priori le tènement communal est suffisamment vaste pour accueillir ce projet.

L'ADAPEI entend conserver ses installations et son tènement en vue d'évolutions futures de ses activités.

1.2. MOTIVATION DES CHOIX RETENUS EN MATIERE DE :

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - COMMERCE - LOISIRS

Objectif : Conforter et pérenniser l'activité agricole, principale activité économique du territoire.

Orientations :

- **Préserver l'outil de travail agricole et permettre la pérennisation des activités agricoles :**
 - limiter la consommation d'espace agricole pour l'urbanisation et éviter le morcellement ou l'enclavement du foncier agricole ;
 - permettre l'évolution des exploitations agricoles existantes, en tenant compte des contraintes liées aux activités d'élevage et des exigences environnementales ;
 - limiter les sources de conflit d'usage entre agriculture et habitat : pas de développement de l'habitat en bordure de vignes ou de vergers, pas de développement en bordure de siège d'exploitation agricole, ...

Toutes les évolutions législatives récentes vont dans le sens d'une protection renforcée des terres agricoles et de la réduction du rythme de disparition de ces terres au profit de l'urbanisation.

Les orientations retenues par la commune visent à atteindre ces objectifs en tenant compte des particularités et potentiels locaux.

Les activités agricoles sont, en termes d'économie et d'entretien du territoire, primordiales pour la commune. Les orientations retenues sont donc motivées par la nécessité de préserver les conditions d'exercice et de développement de cette activité et de limiter les conflits d'usage possible entre habitat et activités.

Les choix retenus en matière de développement de l'urbanisation présentés plus haut reflétaient bien cette volonté de préservation des terres agricoles en réduisant au maximum les extensions urbaines aux dépens de terres agricoles à bon potentiel.

Objectif : Accueillir des activités artisanales, commerciales ou de services, à vocation locale.

Orientations :

- Autoriser l'implantation d'activités compatibles avec l'habitat dans les zones constructibles, et notamment d'activités commerciales et de services.
- Permettre la poursuite de l'aménagement de la zone artisanale intercommunale par la Communauté d'agglomération.

La commune, compte tenu de sa taille, de sa nature rurale et de sa proximité avec les centres urbains de Châtillon Saint Jean, Génissieux et Romans sur Isère, n'a pas vocation à accueillir d'équipement commercial important.

Néanmoins la commune souhaite préserver la possibilité d'implanter des commerces et services de proximité dans les zones constructibles, afin d'améliorer le niveau de service aux habitants et visiteurs.

La zone d'activités intercommunale présente sur le territoire communal, à proximité du village de Châtillon-Saint-Jean est gérée par la communauté d'agglomération Valence Romans Sud Rhône-Alpes : un lotissement d'activités intercommunal a ainsi été aménagé et dispose encore de 2 lots disponibles. L'intercommunalité dispose également d'un tènement en vue de l'extension future de cette zone.

1.3. MOTIVATION DES CHOIX RETENUS EN MATIERE DE :

DEPLACEMENTS – TRANSPORTS – COMMUNICATIONS NUMERIQUES

Objectif : Limiter les besoins en déplacements motorisés et favoriser les déplacements doux.

Orientations :

- ▶ Faciliter les déplacements des piétons et cycles, notamment en organisant les futurs secteurs d'habitat.
- ▶ Développer l'habitat principalement dans le village et les secteurs urbanisés les plus proches (moins de 10 minutes à pied).

Ces orientations visent à favoriser autant que possible les déplacements doux (vélos, piétons) entre les équipements du village et les différents quartiers d'habitat.

L'objectif est de réduire l'obligation du recours aux véhicules motorisés pour certains trajets du quotidien.

Objectif : Fiabiliser et développer les communications numériques.

Orientations :

- ▶ Prévoir, en lien avec la communauté d'agglomération, le développement progressif de l'accès au réseau très haut débit mis en place par le département (dans le cadre de l'association ADN).

La commune n'a pas la compétence en matière de développement du réseau très haut-débit sur son territoire. La communauté d'agglomération a prévu dans les 10 ans un déploiement du réseau de fibre, notamment, auprès des particuliers.

Le règlement du PLU imposera la réalisation de fourreaux entre le domaine public et les bâtiments de manière à ce que ces derniers puissent être facilement raccordés à la fibre quand elle sera présente.

1.4. MOTIVATION DES CHOIX RETENUS EN MATIERE DE :

PROTECTION DES ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS

PRESERVATION OU REMISE EN BON ETAT DES CONTINUITES ECOLOGIQUES

Objectif : Limiter le morcellement et l'artificialisation des milieux naturels.

Orientations :

- ▶ Protéger les boisements des collines et coteaux ;
- ▶ Protéger l'espace humide des Marais ;
- ▶ Protéger les corridors écologiques identifiés dans le SCOT en déclinaison du Schéma régional de cohérence écologique.

La protection des espaces naturels, mais également des continuités écologiques est un élément essentiel des PLU. La Loi portant engagement national pour l'environnement de 2010 a encore renforcé le cadre réglementaire et les outils à mettre en œuvre pour assurer leur préservation et leur restauration le cas échéant.

Plusieurs documents cadres avec lesquels le PLU doit être compatible, précisent les éléments les plus sensibles et à préserver absolument :

→ le SDAGE⁷ du bassin Rhône Méditerranée a pour vocation essentielle la protection qualitative et quantitative de la ressource en eau.

Pour contribuer à la mise en œuvre des objectifs de ces documents, le PLU prévoit

- la protection de la trame bleue qui se traduit concrètement par la protection des zones humides identifiées,

- un développement adapté à la capacité de la station d'épuration communale et à l'aptitude des sols à l'assainissement pour les quartiers non desservis par l'assainissement collectif.

→ le SCRE⁸ Rhône-Alpes (qui a été adopté en 2014) identifie les réservoirs de biodiversité et les corridors d'importance régionale.

Ce document identifie un corridor terrestre d'importance régionale entre le Vercors et les collines du nord de la Drôme. Dans le PLU, les boisements des collines, qui constituent des réservoirs de biodiversité sont protégés au titre d'« espaces boisés classés » et les zones naturelles et agricoles qui couvrent une très grande partie du territoire communal permettront de conserver les potentialités écologiques de la commune.

La sensibilisation et l'incitation au renforcement de la biodiversité urbaine sont également prévues dans le PLU avec des préconisations concernant les plantations favorisant la diversité des essences, à partir d'un panel d'essences adaptées au contexte local.

Objectif : Préserver les espaces agricoles ouverts et favoriser l'amélioration de leur biodiversité.

Orientations :

- Protéger le réseau de haies dans l'espace agricole ;
- Éviter de morceler les unités agricoles.

Les espaces agricoles ouverts participent à la fonctionnalité écologique du territoire en contribuant notamment aux déplacements de la faune : pour cela la protection des haies qui contribuent à une certaine biodiversité dans les secteurs agricoles intensifs et facilitent les déplacements et l'habitat de la faune est particulièrement importante.

Le maintien de vastes espaces agricoles non morcelés par l'urbanisation est également un gage du maintien des fonctionnalités écologiques du territoire.

Objectif : Tenir compte du « chemin » de l'eau.

Orientations :

- Préserver les secteurs d'écoulement des eaux de ruissellement dans le village.

La prise en compte des écoulements des eaux de ruissellement, dans un contexte où le village est situé au centre d'une cuvette entourée de coteaux, est primordiale, afin de ne pas générer de risque pour les habitants actuels et futurs.

Cela se traduit dans le village par des distances d'implantation par rapport au fossé principal suffisantes, ainsi qu'un secteur de ruissellement identifié à préserver de tout obstacle à l'écoulement des eaux.

⁷ SDAGE : Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

⁸ SRCE : Schéma régional de cohérence écologique

Objectif : Préserver les caractéristiques paysagères de la commune.

Orientations :

- ▶ Maintenir des perspectives visuelles ouvertes sur les coteaux et les vignes autour du village,
- ▶ Protéger les espaces agricoles des plateaux Est et Nord qui offrent des vues depuis les voies ou les sentiers de randonnées,
- ▶ Adapter les formes urbaines et architecturales de manière à poursuivre la structuration du village et à accentuer son caractère villageois.
- ▶ Soigner et harmoniser l'aspect des clôtures, notamment en limite d'espaces agricole ou naturel ou en bordure de voie.

La commune dispose d'un cadre paysager de qualité dont les éléments structurants sont protégés dans le cadre de la protection des espaces agricoles et naturels ; Mais au-delà de cette protection, certains éléments méritent une protection renforcée ainsi les espaces agricoles de la partie Est et Nord qui constituent un ensemble paysager au-delà de la commune, mais également les espaces agricoles qui mettent en valeur l'entrée dans le village et les abords du château-abbaye.

La commune souhaite porter une attention particulière à l'intégration des futures constructions en vue d'améliorer la qualité architecturale et les caractéristiques du village.

L'urbanisation des dernières décennies témoigne de l'importance des clôtures sur la qualité paysagère et architecturale des espaces urbanisés. C'est pourquoi la municipalité souhaite sensibiliser les pétitionnaires à ces éléments et encadrer réglementairement l'aspect des clôtures.

1.5. MOTIVATION DES CHOIX RETENUS EN MATIERE DE :

MODERATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN :

Orientations :

- ▶ Promouvoir des formes urbaines moins consommatrices d'espace au village.
- ▶ Limiter l'urbanisation pour l'habitat aux espaces immédiatement en continuité du village et aux espaces non bâtis des quartiers de la Berloidière et des Lombrets Est.
- ▶ Stopper l'étalement urbain induit par certaines zones NB du POS.
- ▶ Diminuer la consommation moyenne d'espace par logement qui était de 1580 m² dans le cadre du POS (6,6 logements /ha), à une consommation moyenne de 555 à 625 m² (16 à 18 log/ha) dans le PLU

Ces orientations répondent aux exigences du code de l'urbanisme, qui stipule que le PADD doit fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace

Elles visent principalement à limiter la consommation d'espace agricole ou naturel au profit de l'urbanisation. En corolaire, cette limitation de la consommation d'espace pour l'habitat permet également de limiter les coûts d'équipements (voies et réseaux).

Un objectif de densité moyenne de 16 à 18 logements à l'hectare permet également de diversifier les formes urbaines et donc offrir une gamme de logements plus variée et ainsi répondre aux besoins en habitat des différentes catégories de population.

Il est précisé que cet objectif de densité est une moyenne, qui est déclinée différemment selon les zones à urbaniser. Une densité plus importante sera ainsi imposée dans les espaces de développement autour du centre village.

Indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan au regard de la satisfaction des besoins en logements et, le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants

La municipalité a dimensionné les zones urbaines et à urbaniser en fonction du nombre de logements nécessaires sur le territoire. Sur 12 ans, la production de logements envisagée devrait être d'environ 60 logements.

Lors de l'évaluation de la mise en œuvre du PADD, tous les 6 ans après l'approbation du PLU, le conseil municipal devra estimer la production de logements et les formes bâties réalisées :

Objectifs annuels du PADD :

- 5 logements neufs par an.

Diversification de l'offre de logements préconisée :

- production de logements locatifs, notamment de type T2 et T3,

- production de logements conventionnés locatifs ou en accession à la propriété.

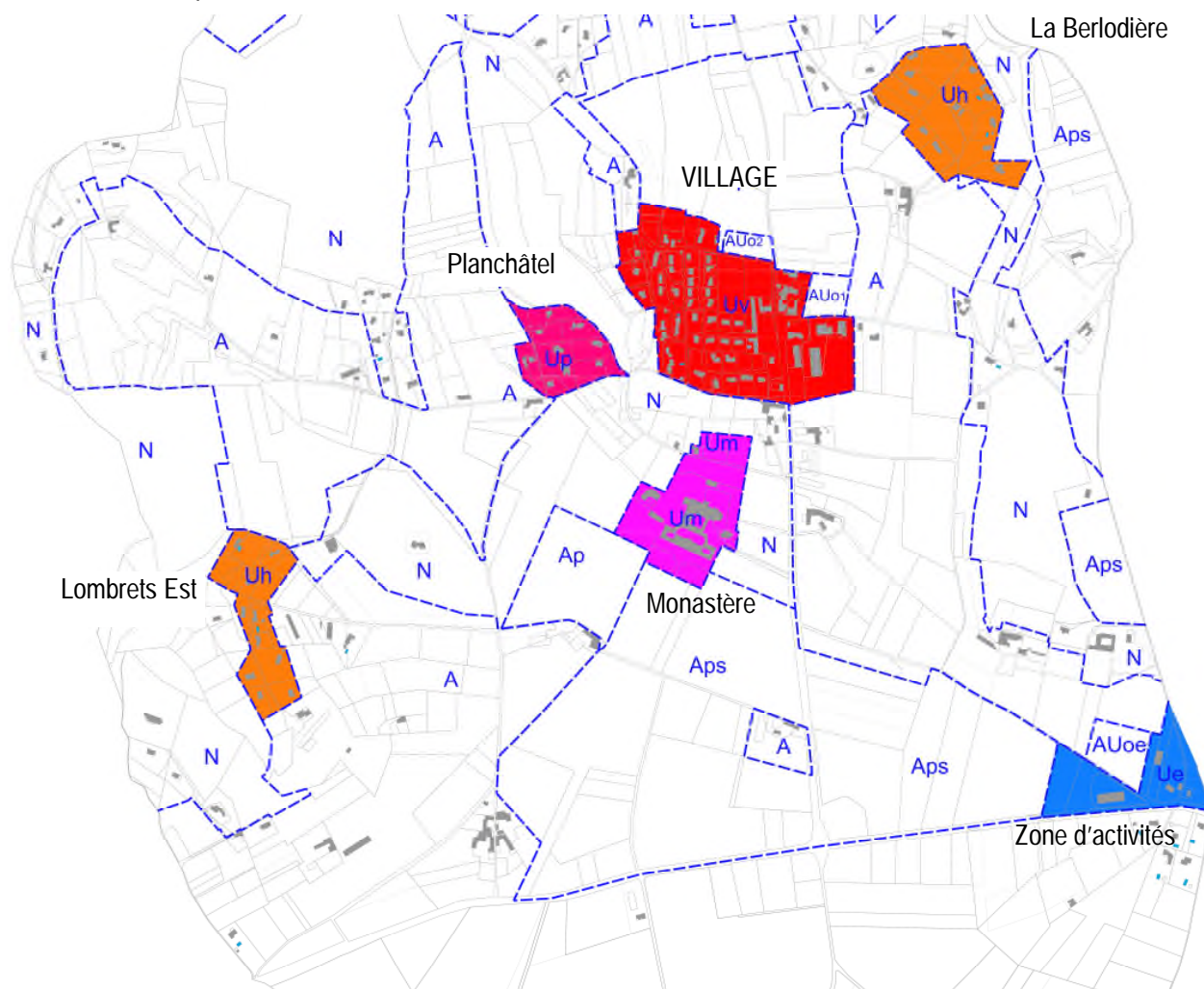
Le bilan des surfaces disponibles devra être fait pour connaître le potentiel des années à venir.

Un bilan des opérations menées pour améliorer le cadre de vie pourra être établi (aménagement de voirie, de cheminements piétons, ...).

2. MOTIFS DE LA DÉLIMITATION DES ZONES ET DES REGLES INSTAUREES

2.1. ZONES URBAINES

Les zones urbaines sont des secteurs de la commune déjà urbanisés ou suffisamment équipés pour desservir les constructions à implanter.



2.1.1. ZONE Uv

Elle correspond au village. Elle a une vocation principale d'habitat et d'activités non nuisantes pour l'habitat. La zone Uv est desservie par l'assainissement collectif.

Le règlement de cette zone permet de préserver une pluralité des fonctions (habitat, équipement, commerce, service, artisanat compatible avec l'habitat, etc.).

Le tissu urbain du village est diversifié avec de l'habitat sous forme pavillonnaire, des petits collectifs, des bâtiments groupés récents ou anciens et comprend également des bâtiments publics ou collectifs (Mairie-école, salle des fêtes, église, IME⁹). Le règlement préserve cette diversité tout en autorisant une densité certaine : l'implantation des constructions est donc possible à l'alignement le long des voies et en limites séparatives. La hauteur des constructions a été limitée, afin de conserver les gabarits du tissu urbain existant : elle est donc limitée à 10 m sauf pour les constructions à usage d'habitat, limitées à 8 m.

⁹ IME : Institut médico-pédagogique

Compte-tenu de l'importance du ruissellement au village, qui est situé au creux d'un vallon drainant les eaux pluviales des coteaux alentours, il est imposé que 30% des parcelles restent non imperméabilisées pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales et ne pas trop augmenter les phénomènes de ruissellement. En outre il s'agit de conserver un minimum de végétation dans la zone urbaine du village.

Des orientations d'aménagement ont été instaurées sur la partie Nord de la zone Uv qui comprend plusieurs parcelles non bâties : elles se justifient par le souci d'organiser une urbanisation cohérente et adaptée au site et de favoriser une bonne intégration paysagère des constructions. Elle se justifie également par le souci d'optimiser l'utilisation des terrains dans le cadre de la recherche de l'économie de foncier.

Par rapport au POS : le périmètre global de la zone Uv reprend le périmètre de la zone U du POS en y intégrant :

- les 2 zones NAa urbanisées ou aménagées entre-temps.

- la zone NB située dans le prolongement au Nord-Ouest et les parcelles voisines à l'Est, dont l'une est bâtie, qui étaient classées en zone NC.

A l'inverse, la zone Uv est réduite d'une parcelle à l'Ouest, qui correspond à un talus boisé intégré en zone naturelle.

2.1.2. ZONE Up

Cette zone urbaine comprend le quartier urbanisé périphérique au village qui en est le plus proche : Couchant Planchatel. Il s'agit d'un secteur d'habitat résidentiel, dont l'assainissement est assuré par des dispositifs non collectifs.

Cette zone a une vocation principale d'habitat, son règlement permet une pluralité des fonctions (habitat, équipement, commerce, service, artisanat compatible avec l'habitat etc..). Le règlement préserve le caractère résidentiel de ces quartiers en imposant un recul minimum de 3 m vis-à-vis de l'alignement des voies, mais compte-tenu de sa proximité avec le village, sa densification est encouragée en assouplissant les règles d'implantation du POS vis-à-vis des limites séparatives : les constructions en limites séparatives seront ainsi autorisées.

La hauteur des constructions a été limitée afin de conserver les gabarits du tissu urbain existant : elle est donc limitée à 8 m sauf pour les annexes, limitées à 5 m.

Compte-tenu de la situation en piémont, il est imposé que 30% des parcelles restent non imperméabilisées : il s'agit à la fois de limiter le ruissellement des eaux pluviales et de favoriser la végétalisation des espaces urbanisés pour augmenter la biodiversité urbaine.

Par rapport au POS :

- la zone Up correspond à une ancienne zone NB du POS, à laquelle a été intégrée une construction et son terrain immédiatement attenant, pouvant être considérés comme faisant partie de l'enveloppe urbaine de ces quartiers.

2.1.3. ZONE Uh

Cette zone urbaine comprend deux autres quartiers urbanisés périphériques au village : la Berloidière et les Lombrets Est. Il s'agit de secteurs d'habitat résidentiel, dont l'assainissement est assuré par des dispositifs non collectifs.

Cette zone a une vocation principale d'habitat, son règlement permet une pluralité des fonctions (habitat, équipement, commerce, service, artisanat compatible avec l'habitat etc..). Le règlement préserve le caractère résidentiel de ces quartiers en imposant un recul minimum de 3 m vis-à-vis de l'alignement des voies et de 3 m vis-à-vis des limites séparatives.

La hauteur des constructions a été limitée afin de conserver les gabarits du tissu urbain existant : elle est donc limitée à 8 m sauf pour les annexes, limitées à 5 m.

Compte-tenu de la situation en piémont sur des terrains pentus, il est imposé que 40% des parcelles restent non imperméabilisées : il s'agit à la fois de limiter le ruissellement des eaux pluviales et de favoriser la végétalisation des espaces urbanisés pour augmenter la biodiversité urbaine.

Par rapport au POS :

- les zones Uh correspondent à d'anciennes zones NB du POS auxquelles ont pu être été intégrées les constructions et terrains immédiatement attenants, pouvant être considérés comme faisant partie de l'enveloppe urbaine de ces quartiers.

2.1.4. ZONE Um

Il s'agit de la zone urbaine correspondant au Monastère et ses abords immédiats.

La zone est réservée aux constructions liées aux activités du Monastère à condition de ne pas porter atteinte au caractère des lieux, quelle que soit la destination de la construction : habitat monastique ou des familles, activités commerciales ou artisanales du monastère, équipement collectif ...

Les constructions doivent s'implanter en recul d'au moins 5 m vis-à-vis des voies et de 3 m par rapport aux limites séparatives. La hauteur des bâtiments est limitée, comme en zone Uv, à 10 m, sauf pour les constructions à usage d'habitat limitées à 8 m.

La zone Um est desservie par le réseau collectif d'assainissement.

Par rapport au POS :

- Le château et l'église étaient classés en zone agricole NC dans le POS.

2.1.5. ZONE Ue

C'est la zone réservée aux activités artisanales et industrielles. Elle comprend :

- la partie aménagée de la zone d'activité intercommunale de la Croix de Lettrat, desservie par le réseau collectif d'assainissement.
- deux autres activités et une habitation situées au Nord-Est de la ZA intercommunale, entre le secteur d'extension de la ZA prévu par l'intercommunalité et la limite communale à l'Est.

Le règlement de la zone Ue interdit toute construction à usage d'habitat et limite les commerces à ceux liés à une activité de production présente sur la zone et dans la limite de 30% de la surface de plancher totale.

La hauteur des constructions y reste limitée à 8 m et les constructions doivent s'implanter avec un recul imposé de 15 m vis-à-vis de l'axe de la RD112 et un recul minimum de 5 m vis-à-vis de l'alignement des autres voies.

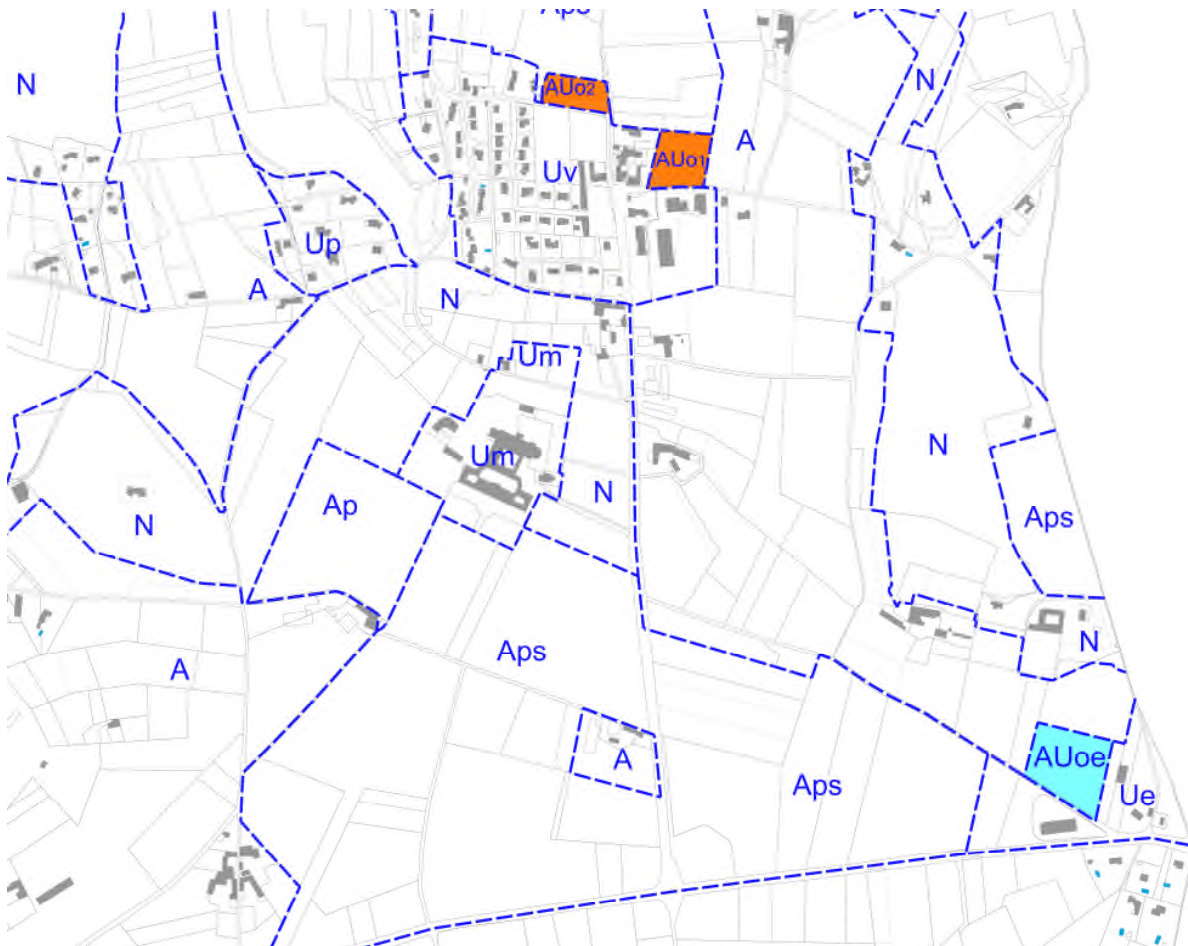
Par rapport au POS :

- La zone Ue était classée en zone NAAi (zone à urbaniser réservée aux activités économiques).

2.2. ZONES A URBANISER

Les zones à urbaniser correspondent à des secteurs à caractère naturel de la commune, destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Toutes ces zones à urbaniser traduisent les choix de développement de l'urbanisation retenus dans le PADD.



2.2.1. ZONE AUo

Il s'agit de zones à urbaniser à vocation principale d'habitat, correspondant aux futures extensions du village vers le Nord. Deux secteurs sont concernés : les **secteurs AUo1 et AUo2**. Les réseaux sont présents à proximité de ces deux secteurs qui pourront être ouverts à l'urbanisation dans le cadre d'une opération d'aménagement selon les conditions définies dans le règlement et les O.A.P¹⁰.

Dans la zone AUo, comme dans la zone Uv voisine, en plus de l'habitat, les services, commerces, équipements collectifs et l'artisanat compatible avec l'habitat sont également admis.

¹⁰ O.A.P. : Orientations d'aménagement et de programmation.

Des orientations d'aménagement ont été instaurées pour ces deux secteurs : elles se justifient par le souci d'organiser une urbanisation cohérente et adaptée au site et de répondre aux enjeux suivants :

- intégrer les futures constructions en s'inspirant des formes urbaines traditionnelles.
- diversifier l'offre de logements et limiter la consommation d'espace en y prévoyant des logements locatifs, des logements intermédiaires ou en petits collectifs.
- organiser les déplacements piétons.
- en outre, pour la zone AUo1 : conserver des vues sur la façade remarquable du château vieux depuis le chemin de la Garenne et tenir compte du passage de l'eau.

Compte-tenu de l'importance du ruissellement au village, qui est situé au creux d'un vallon drainant les eaux pluviales des coteaux alentours, il est imposé que 30% des parcelles restent non imperméabilisées pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales et ne pas trop augmenter les phénomènes de ruissellement. En outre il s'agit de conserver un minimum de végétation dans les espaces urbanisés futurs du village.

Par rapport au POS :

- Ces 2 secteurs AUo étaient classés en zone NC du POS.

Modifications apportées au règlement des zones AUo par rapport au POS:

> Compte-tenu de la petite taille des zones AUo et de leur situation au cœur du tissu urbain existant, les constructions à usage de commerce, service et d'artisanat y sont toujours autorisées, mais à la double condition d'être compatibles avec le voisinage de l'habitat et que la construction soit de type traditionnel (les bâtiments à bardage métallique sont ainsi proscrits).

La diversité des fonctions urbaines préconisée par le code de l'urbanisme est ainsi respectée. Cette disposition permet en outre d'éviter l'implantation de bâtiments de type « hangar », peu esthétiques au sein d'un tissu urbain de centre village.

2.2.2. ZONE AUoe

Il s'agit d'une zone à urbaniser réservée aux activités économiques, correspondant à la future extension de la zone intercommunale d'activité.

La communauté d'agglomération a confirmé par courrier du 15/11/2016 qu'elle était propriétaire de l'ensemble des terrains nécessaires à l'aménagement de l'extension de la zone existante et que cet espace économique avait bien une vocation intercommunale. La partie déjà aménagée et classée en zone Ue propose encore aujourd'hui 2 lots à la commercialisation. Une seconde phase d'aménagement dans le cadre de la zone AUoe permettra de proposer 5 lots supplémentaires pour les artisans de Triors et des villages alentours, quand ces 2 lots restants auront été vendus. Elle précise enfin que le développement de cette zone est conforme au SCOT approuvé le 25 octobre 2016. La consommation foncière liée à cette extension de zone sera bien décomptée des objectifs de consommation foncière à vocation économique de l'Agglomération fixés par ce document.

Les réseaux sont présents à proximité et cette zone pourra être ouverte à l'urbanisation dans le cadre d'une opération d'aménagement selon les conditions définies dans le règlement et les O.A.P¹¹.

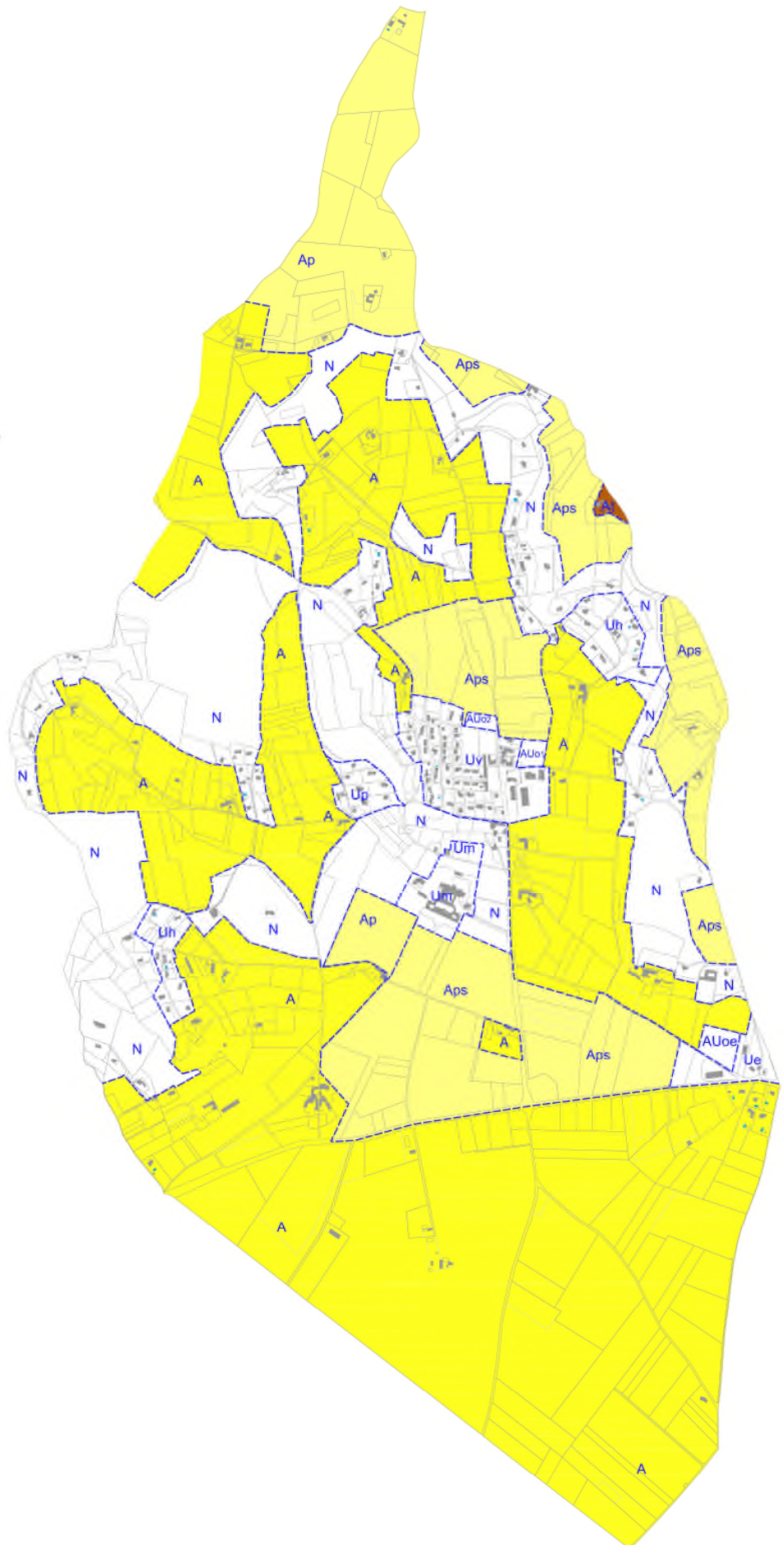
Le reste du règlement de la zone AUoe, est identique à celui de la zone Ue.

Par rapport au POS :

- Ce secteur était classé en zone NAI (zone à urbaniser fermée à vocation d'activités économiques) au POS. Lors de l'aménagement de la zone UE, tous les réseaux ont été amenés au droit de la zone NAI, qui est donc maintenant équipée en périphérie. C'est pourquoi la zone NAI « fermée » du POS a été transformée en zone AUoe « ouverte » à l'urbanisation.

¹¹ O.A.P. : Orientations d'aménagement et de programmation.

2.3. ZONE AGRICOLE



Elle correspond aux espaces agricoles exploités de la commune, y compris les truffières, et comprend l'ensemble des sièges d'exploitation et bâtiments agricoles.

Dans la zone agricole, comme le prévoit le code de l'urbanisme, sont uniquement autorisées :

- les constructions nécessaires à l'exploitation agricole :
- les constructions nécessaires aux équipements collectifs.
- l'évolution limitée des constructions existantes à usage d'habitat, qui constituent un patrimoine familial important et qui représentent un parc de logements non négligeable. Pour les habitations dispersées dans l'espace agricole, sont donc autorisées en plus de leur réfection ou de leur aménagement et à la condition qu'elles aient une surface totale initiale d'au moins 80 m² :
 - leur extension limitée (jusqu'à 33% de la surface de plancher initiale, dans la limite de 300 m² après travaux)
 - l'adjonction d'annexe (dans la limite de 40 m² et 5 m de hauteur) et de piscine (dans la limite de 50m²), à condition qu'elles soient implantées dans les 20 m de l'habitation ;

Par rapport au POS, la zone A a été :

- *étendue afin d'y intégrer des secteurs exploités, dont des truffières, qui étaient classés en zone naturelle ND.*
- *réduite pour intégrer en zone N les boisements situés de part et d'autre de l'abbaye et les boisements et pelouses sèches situés sur une petite colline à l'Ouest de l'abbaye.*

Trois secteurs particuliers sont délimités dans la zone A :

> Le secteur Aps dans lequel seules sont autorisées les installations techniques nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif et les évolutions des habitations existantes.

Cette protection renforcée vise à préserver des secteurs agricoles participant d'un paysage agricole peu perturbé, de toute construction nouvelle non liée à un bâti existant, qui viendrait « miter » le paysage et morceler le parcellaire agricole :

Sont classés en secteur Aps :

- les espaces agricoles situés au-dessus des coteaux boisés à l'Est du territoire et qui participent du grand paysage de la Drôme des collines s'étendant largement au-delà des limites communales. L'un de ces secteurs Aps est en outre situé en vis-à-vis de la chapelle de Gillons (commune de Châtillon Saint Jean), présentant un fort intérêt patrimonial et dont les abords sont à préserver.
- les espaces agricoles situés au sud du château-abbaye, qui outre leur intérêt dans la mise en valeur paysagère et le maintien de perspectives sur ce monument historique, sont également quasiment exempts de constructions et présentent un parcellaire large et non morcelé. Dans ce secteur, une zone A a cependant été délimitée autour d'un ensemble bâti faisant l'objet d'un projet agricole.
- les espaces agricoles situés au Nord du village dans un souci, d'une part de conserver des perspectives paysagères sur le fond du vallon dans lequel est inséré le village et d'autre part, à plus long terme, de ne pas compromettre des possibilités d'extension du village vers le Nord.

Aucun bâtiment agricole ou siège d'exploitation en activité n'est situé en secteur Aps.

> Le secteur Ap, au règlement qui diffère de la zone agricole générique uniquement parce que les installations classées y sont interdites. Sont concernés :

- un secteur agricole constituant l'extrême Nord du territoire communal, qui appartient morphologiquement à l'espace collinaire, et présente également un parcellaire agricole large et avec de rares constructions. Il s'agit d'éviter l'implantation de vastes bâtiments d'élevage dans ce secteur participant du grand paysage de la Drôme des collines.
- un secteur situé au sud du château (monument historique), en continuité des installations de l'exploitation agricole du monastère.

Aucun bâtiment agricole ou siège d'exploitation en activité n'est situé en secteur Ap.

> Le **secteur de taille et de capacité d'accueil limitée (STECAL) At**, qui vise à permettre un projet d'accueil touristique de type « tourisme vert » sur d'anciens bâtiments agricoles déjà reconvertis pour l'habitat. L'objectif est de permettre la transformation des dépendances restant à rénover en gîte ou chambre d'hôtes et l'implantation de 3 structures légères (type habitation légère de loisirs) pour compléter l'offre d'hébergement. Le secteur At comprend l'ensemble des bâtiments existant et le terrain support qui n'est pas cultivé.

Anciens bâtiments agricoles repérés pour le changement de destination en zone A :

En outre sont repérées sur les documents graphiques du PLU, deux anciennes dépendances agricoles présentant un intérêt patrimonial pour lesquelles sera autorisé le changement de destination. *Nota : les demandes d'autorisation d'urbanisme concernant ces changements de destination seront soumises à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.*

1. Chemin de Fontanille



Vues depuis l'Est



2. Les Vernes



2.4. ZONE NATURELLE ET FORESTIÈRE

C'est la zone correspondant aux coteaux et collines boisés ou abritant des pelouses sèches, ainsi qu'à la zone humide des Marais.

La zone naturelle et forestière est une zone à protéger, dans laquelle les constructions nouvelles sont interdites, à l'exception :

- des constructions et installations nécessaires aux services d'intérêt collectif, à condition qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
- des évolutions limitées des habitations existantes implantées dans l'espace rural. Il s'agit ainsi de permettre une évolution limitée des constructions à usage d'habitat qui constituent un patrimoine familial important et qui représentent un parc de logements non négligeable.

Pour les habitations dispersées dans l'espace naturel, sont donc autorisées -en plus de leur réfection ou de leur aménagement :

- leur extension limitée (jusqu'à 33% de la surface de plancher initiale, dans la limite de 300 m² après travaux)
- l'adjonction d'annexe (dans la limite de 40 m² et 3,5 m de hauteur) et de piscine (dans la limite de 50m²) à condition qu'elles soient dans les 20m de l'habitation ;
- En outre est repérée sur les documents graphiques du PLU, une ancienne dépendance agricole présentant un intérêt patrimonial pour lesquelles sera autorisé le changement de destination. *Nota : les demandes d'autorisation d'urbanisme concernant ces changements de destination seront soumises à l'avis conforme de la commission départementale des sites.*

Ancien bâtiment agricole repéré pour le changement de destination en zone N :

3. Les Combes / Les Marais:



TABLEAU RECAPITULATIF DES SURFACES ET DES CAPACITES DE CONSTRUCTION

Zones urbaines et zones à urbaniser				
	Surface en ha		Potentiel	
	totale	disponible	logements	division
Uv	10,87	0,55	7	
Up	2,52	0		2
Uh	7,84	1,64	16	
AUo	1,04	0,90	34	
Total Habitat	22,27	3,09	57	2
Ue	3,15	0,73		
AUoe	1,12	1,08		
Total Zone artisanale	4,27	1,81		
Um	4,45			
Total Monastère	4,45			
Zones agricoles et naturelles				
	Surface (ha)			Surface (ha)
Ap	31,44			
Aps	75,62			
At	0,51			
A	300,57		N	134,08
Total zone agricole	408,14	Total zone naturelle		134,08

Les surfaces disponibles pour l'urbanisation représentent donc 4,9 ha au total dont 3,09 ha dans les zones urbaines et à urbaniser mixtes (habitat, commerces et services) et 1,81 ha dans les zones réservées aux activités économiques.

L'objectif de production de logements du PADD est de l'ordre de 60 logements, ce qui est cohérent avec les surfaces prévues pour l'urbanisation à vocation principale d'habitat (3,09 ha).

3. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR EDICTER LES REGLES D'UTILISATION DU SOL

Ce chapitre complète les explications déjà fournies dans les deux chapitres précédents.

MOTIF	REGLE INSTITUTE
Protection des sites urbains et limitation des nuisances pour l'habitat.	<p>Limitation de la destination des constructions dans les zones à vocation principale d'habitat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdiction des constructions nouvelles à usage agricole, industriel et d'entrepôt. - possibilité de constructions à usage d'artisanat, de bureau, de commerce dans la mesure où elles ne sont pas source de nuisance pour le voisinage et où la construction est de type traditionnel. - interdiction des installations classées sauf celles nécessaires pour les occupations admises et compatibles avec le voisinage et sauf celles nécessaires aux services publics. - interdiction des dépôts de véhicules. - interdiction du camping, du stationnement de caravanes. - interdiction des éoliennes et antennes relais.
Préserver les caractéristiques des sites urbains, favoriser l'intégration des futures constructions à leur environnement bâti ou non.	<ul style="list-style-type: none"> - Contraintes d'implantations des constructions par rapport aux voies et aux limites séparatives. - Limitations de la hauteur des constructions, qui ont été fixées en fonction du tissu urbain et des bâtiments existants. - Prescriptions concernant les espaces verts et les abords des constructions - Obligation de réaliser des aires de stationnement - Prescriptions concernant l'aspect extérieur des constructions.

MOTIF	REGLE INSTITUTE
Favoriser le développement du tissu économique local en maintenant une zone réservée aux activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Interdiction ou limitation des occupations du sol incompatibles avec les activités économiques dans la zone réservée aux activités économiques. - Prescriptions assouplies concernant l'implantation des constructions vis-à-vis des limites et des voies. - Prescription concernant la hauteur des bâtiments et l'aménagement des espaces libres.
Protéger l'environnement et limiter les impacts des futures constructions.	<ul style="list-style-type: none"> - Obligation de raccordement au réseau collectif d'assainissement dans les zones constructibles, sauf en zones Uh. - Les eaux pluviales doivent en priorité être gérées sur la parcelle, par infiltration et/ou rétention. - Obligation en matière de création ou de maintien d'espaces verts. - Prescriptions concernant l'aspect extérieur des constructions.

Le document graphique du P.L.U. prévoit également des dispositions qui se superposent au zonage et dont les effets spécifiques se cumulent à l'application du règlement :

- **Emplacements réservés au titre de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme :**

Des emplacements sont réservés au profit de la Commune, pour :

- > **Améliorer et sécuriser des carrefours :**

- **ER 1** pour l'élargissement du carrefour entre les chemins de Garenne et de Château-Vieux dans la perspective de la poursuite de l'urbanisation du quartier de la Berlodière.
- **ER 2** pour l'amélioration du carrefour entre les chemins des Combes et des Baumes, dans la partie Nord-Ouest du village.

- > **Créer des liaisons pour les modes doux :**

- **ER 3** pour créer un passage piétons entre le futur quartier d'habitat (AUo1) et l'aire de jeux et de sports communale.

Par rapport au POS : tous les emplacements réservés figurant au POS ayant été soit réalisés soit acquis par la collectivité bénéficiaire ont été supprimés : seul l'emplacement réservé pour l'élargissement du carrefour entre les chemins de Garenne et de Château-Vieux, non acquis, a été maintenu (voir ER1).

- **Prise en compte des risques et nuisances (article R.123.11 b) du Code de l'Urbanisme dans sa rédaction en vigueur le 31/12/2015) :**

- > **Prise en compte des risques inondation :**

Les risques inondations induits par les crues de la Joyeuse sont représentés par une trame spécifique sur les documents graphiques. Dans ces secteurs, la protection contre ces risques inondations justifie que soit interdite toute construction nouvelle à l'exception des ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics sous certaines conditions. Ces interdictions et prescriptions sont définies dans le règlement de la zone agricole, seule concernée.

- > **Prise en compte d'un secteur de ruissellement des eaux pluviales :**

Un secteur de passage des eaux pluviales lors d'épisode pluvieux important est connu à l'Est de Chateaufieux, et concerne un secteur constitué de jardins attenants à des habitations existantes et le bord d'un champ classé en zone à urbaniser. Ce secteur à protéger afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux de pluie est représenté par une trame spécifique dans les documents graphiques. Dans ce secteur, le maintien de cet écoulement des eaux pluviales nécessite l'interdiction de tout obstacle à cet écoulement : toute construction, y compris les murs de clôtures, est donc interdite dans ce secteur. Ces interdictions sont édictées dans le règlement des zones Uv et AUo, qui sont les seules concernées.

Ces risques n'étaient pas pris en compte dans le POS précédent car :

- aucune étude hydraulique n'avait été réalisée concernant la Joyeuse ;
- le secteur de ruissellement étant en grande partie situé en zone agricole du POS.

- **Protection d'éléments du paysage ou du patrimoine au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme :**

Il s'agit d'éléments à protéger et à mettre en valeur pour des motifs d'ordre architectural, qui sont identifiés par une trame particulière sur les documents graphiques du PLU. Des prescriptions de nature à assurer leur préservation figurent en outre au règlement de la zone N, seule concernée.

Cette protection soumet automatiquement la démolition des éléments repérés à permis de démolir. Toute intervention sur ces éléments repérés est soumise à déclaration préalable et doit respecter les prescriptions figurant dans le règlement visant au maintien de leurs caractéristiques architecturales.

Sont concernés des éléments du patrimoine bâti de qualité et d'intérêt patrimonial :

> Vaste ensemble bâti (habitations et dépendances) en haut de la montée du Pavé, en face de la chapelle de Gillons:



Vue depuis le Sud



Vue depuis le Nord

> Vaste ensemble bâti en molasse, dont une partie a été transformée en gîtes, quartier la Garenne.



- **Espaces boisés et haies protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme :**

Ce classement protège strictement les espaces boisés et les haies présentes dans l'espace agricole : il interdit leur défrichement et soumet les coupes à déclaration préalable.

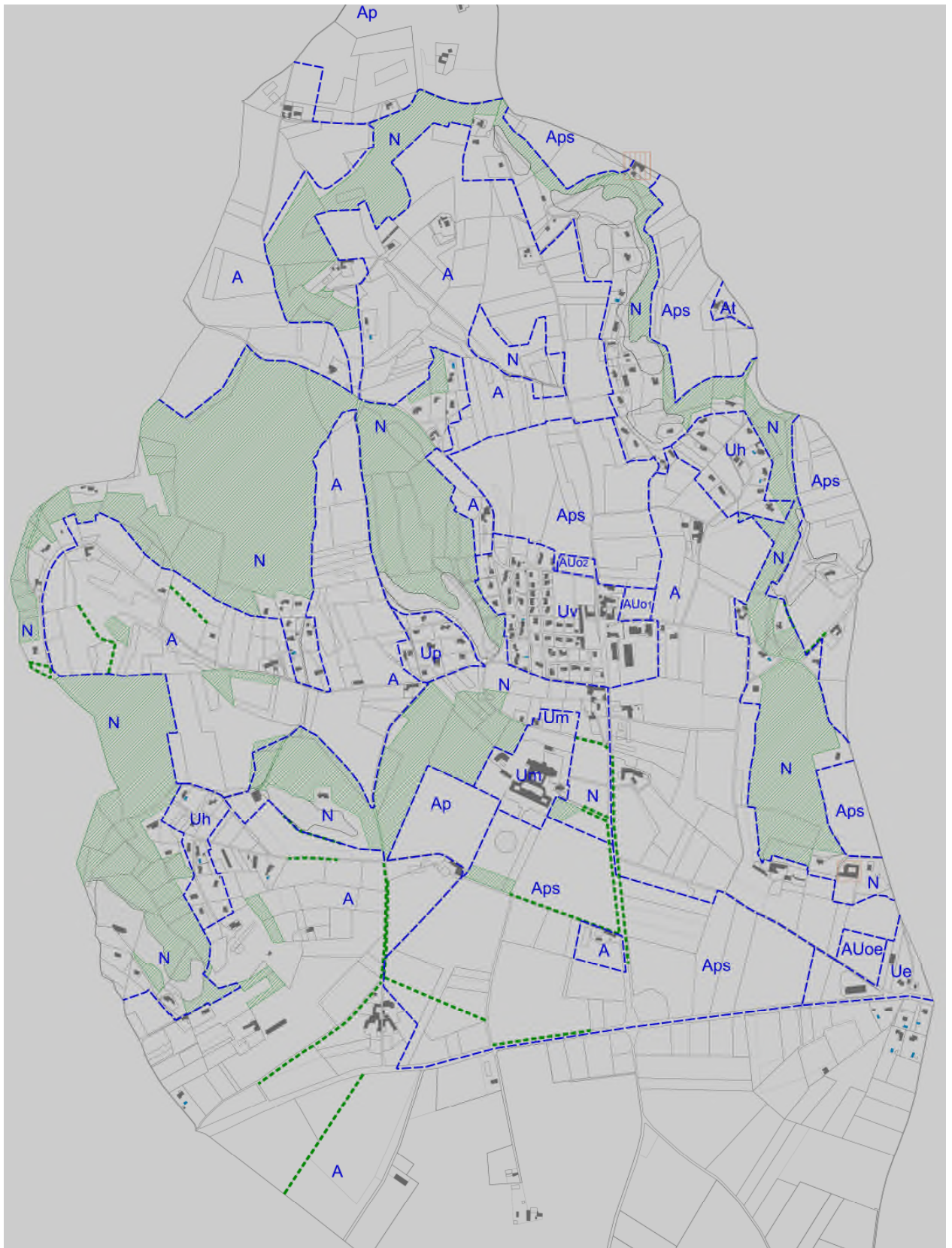
Sont protégés les boisements des coteaux et collines, car ils contribuent au maintien d'une continuité « verte » (corridor écologique), qui participe du corridor écologique d'importance régionale à restaurer entre le Vercors et la Drôme des collines.

Les haies de l'espace agricole sont protégées pour leur intérêt paysager et pour leur contribution à la biodiversité des espaces agricoles et aux déplacements de la faune locale.

Par rapport au POS : les espaces boisés classés dans le POS sont maintenus, à l'exception de ceux identifiés dans l'inventaire des pelouses sèches ou d'espaces qui ne sont pas boisés.

Il faut noter que les truffières ne sont pas non plus protégées en tant que boisement dans le PLU.

Secteurs protégés au titre des articles L.153-19 et L.153-23 du code de l'urbanisme :



3^{ème} Partie

EVALUATION DES INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

Comme le prévoit le code de l'urbanisme, le présent projet de PLU a fait l'objet d'un examen au cas par cas de la DREAL¹² Rhône-Alpes, qui a conclu que celui-ci n'est pas soumis à évaluation environnementale (décision n°08215U0297 du 08/04/2016).

Dans ce cas, le contenu du rapport de présentation est précisé par l'article R.123-2 du code de l'urbanisme dans sa version en vigueur au 31/12/2015 : en matière environnementale, il s'agit d'évaluer les incidences des orientations du plan sur l'environnement et la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur. Ceci est l'objet du présent chapitre.

Pour analyser les incidences des orientations du P.L.U. et les mesures mises en œuvre, les différentes composantes de l'environnement peuvent être examinées :

1. BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS

1.1. LES INCIDENCES DU PLU

Les incidences du PLU sur la biodiversité et les milieux naturels peuvent être appréciées à plusieurs niveaux :

- **Incidences résultant de l'extension ou du maintien des zones urbaines ou à urbaniser :**

- ✓ La surface des zones constructibles est adaptée aux besoins en matière d'habitat ou d'activités et ces zones sont toutes situées à l'intérieur ou en continuité de l'urbanisation existante.

- 3,09 ha de terrains non bâtis disponibles sont classés en zones urbaines ou à urbaniser à vocation principale d'habitat :
 - 0,55 ha sont des tènements agricoles situés au nord du village (grandes cultures et truffière) (zone Uv).
 - 0,9 ha sont des tènements agricoles situés au nord du village (grandes cultures) (zones AUo).
 - 1,64 ha sont des terrains en friche ou simplement entretenus dans ou en continuité immédiate de terrains déjà urbanisés (zones Uh).
- 1,81 ha de terrains non bâtis sont classés en zones à vocation d'activités économiques, correspondant à :
 - 0,73 ha de terrains à vendre dans le lotissement d'activité intercommunal ;
 - 1,08 ha de terrain agricole appartenant à la communauté d'agglomération.

→ Total des terrains non déjà bâtis classés en zone constructible dans le PLU : 4,9 ha ;

L'impact de cette consommation d'espace pour l'urbanisation est cependant atténué par le fait que :

- Ces espaces constructibles sont tous situés dans ou en continuité immédiate de l'urbanisation existante. **Il n'y a pas de création de nouveau pôle urbain.**
- Ces espaces constructibles sont sans enjeu au plan écologique : terrains enclavés ou bordés par des espaces urbanisés et correspondant à des parcelles en friche ou à l'état de jardin ou à quelques parcelles agricoles exploitées ; la faune et la flore y sont banales et ces espaces n'ont pas de rôle de corridor biologique important même à l'échelle communale.

¹² DREAL : Direction régionale de l'environnement, l'aménagement et du logement.

✓ Les espaces identifiés pour leur intérêt écologique ne subiront pas d'incidences du fait de l'urbanisation prévue dans le cadre du PLU

- Les zones humides sont classées, soit en zone naturelle, soit en zone agricole protégée et sont en outre intégralement protégées au titre de l'article L.153-23 du code de l'urbanisme.
- Les espaces boisés des reliefs collinaires (qui font partie d'une vaste ZNIEFF de type 2) sont classés en zone naturelle protégée et sont en outre protégés au titre de l'article L.153-23 du code de l'urbanisme ;
- Les haies dans l'espace agricole sont protégées au titre de l'article L.153-23 du code de l'urbanisme.
- Les corridors écologiques identifiés dans le Schéma régional de cohérence écologique et dans le SCOT sont préservés.

→ Les incidences directes dommageables du PLU sur les sites à enjeu écologique peuvent donc être considérées comme négligeables.

→ Par ailleurs, comme il a déjà été mentionné au-dessus, les zones d'extension de l'urbanisation restent relativement éloignées de ces espaces à enjeu et n'ont aucun lien fonctionnel avec eux susceptibles d'entraîner des effets indirects notables.

• Incidences résultant des occupations du sol admises en zones naturelles ou agricoles :

✓ En zone agricole :

- La zone agricole « généraliste » n'admet que les constructions nouvelles nécessaires à l'exploitation agricole ou au fonctionnement des services d'intérêt collectif.
- Le secteur Ap interdit les installations classées et le secteur Aps, fait l'objet d'une protection encore plus stricte puisque toute construction nouvelle y est proscrite. Les secteurs Aa et Aps représentent 23% de la zone agricole.
- Seules des extensions très limitées des habitations existantes dans toute la zone A sont en outre autorisées.

✓ En zone naturelle :

- Dans la zone naturelle toute construction nouvelle est interdite. Seules des extensions très limitées des habitations existantes dans la zone N sont admises : ces habitations sont implantées en dehors de zones à enjeu écologique.

→ Le règlement du PLU prévoit ainsi l'adaptation du niveau de protection des zones agricoles et naturelles aux enjeux mis en évidence sur les différents secteurs, afin de limiter au maximum les impacts potentiels résultant des occupations admises dans ces zones.

1.2. MESURES EN FAVEUR DE LA PROTECTION DES MILIEUX NATURELS ET DE LA BIODIVERSITÉ

✓ Classement en zone naturelle ou zone agricole avec protection au titre de l'article L.151-23 de tous les espaces présentant un enjeu écologique :

- zones humides,
- pelouses sèches inventoriées par le département,
- les espaces boisés des reliefs collinaires,
- les haies de l'espace agricole.

✓ Préconisations en matière de diversité des essences végétales pour les haies et espaces verts.

2. POLLUTION ET QUALITE DES MILIEUX

2.1. AIR

- La qualité de l'air peut être dégradée du fait de l'augmentation des trafics automobiles engendrés par l'augmentation de population. Cependant, d'une part, l'augmentation de population prévue reste très modérée, d'autre part, afin de réduire les déplacements polluants, les déplacements non polluants (piétons et cycles) seront encouragés et sécurisés : les orientations d'aménagement et le règlement imposent la création de cheminements piétons et cycles connectés à ceux existants ou en lien avec des cheminements existants dans les zones à urbaniser.

2.2. EAU

- Les impacts du PLU sur la qualité de l'eau devraient être minimes puisque les zones constructibles du village et de la zone d'activités sont desservies par le réseau collectif d'assainissement. Les effluents sont traités de manière satisfaisante par la station d'épuration, qui dispose d'une capacité de traitement suffisante pour faire face au développement urbain envisagé.
- Les secteurs urbanisables relevant de l'assainissement autonome correspondent aux quartiers à vocation d'habitat extérieurs au village, dans lesquels l'aptitude des sols avait été vérifiée. Le SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) géré par la Communauté d'agglomération assure le contrôle des installations existantes et de celles qui sont projetées.

2.3. DECHETS

La croissance démographique génèrera automatiquement une augmentation du volume des déchets.

Cependant, la Communauté d'agglomération, qui a la compétence de la gestion des déchets, encourage la collecte sélective au moyen des points propres et des déchetteries intercommunales.

En outre, le SYTRAD, chargé du traitement des déchets ménagers, a mis en service des centres de valorisation des déchets résiduels. Le but est de valoriser la fraction organique fermentescible des déchets et ainsi de réduire les volumes de déchets ultimes stockés.

L'ensemble de ces politiques devrait permettre à l'avenir de limiter l'augmentation des déchets dirigés en centre d'enfouissement technique.

3. RESSOURCES NATURELLES

3.1. L'ESPACE

L'espace est une ressource finie et, comme le prévoit le code de l'urbanisme, doit être utilisé de manière économe et équilibrée.

Le PLU respecte ce principe puisque les surfaces non bâties restant ou rendues constructibles sont adaptées aux besoins et représentent :

- 3,09 ha pour l'habitat présentant un potentiel de 57 logements ;
- 1,81 ha pour les activités économiques (Z.A. intercommunale) ;

Total des surfaces non bâties qui seront utilisées pour l'urbanisation dans le cadre du PLU : 4,9 ha.

Par ailleurs, de nombreuses dispositions du PLU visent à limiter la consommation de l'espace, dans le cadre des orientations du PADD :

- pour les zones à urbaniser, les orientations d'aménagement favorisent des formes urbaines diversifiées et moins consommatrices d'espace et fixent des objectifs en matière de nombre de logements attendus afin d'atteindre l'objectif moyen de densité fixé à l'échelle du PLU de 16 à 18 logements à l'hectare, contre une moyenne constatée depuis la mise en œuvre du POS de 6,6 logements par hectare.
- dans l'ensemble des zones constructibles, toutes les règles qui limitaient une certaine densité des constructions sont assouplies par rapport au POS.

3.2. L'EAU

Le PLU en permettant d'accueillir une population et des activités nouvelles génère bien entendu des besoins supplémentaires en eau. Cependant la ressource n'est a priori pas en danger dans le secteur.

Il faut d'ailleurs rappeler que l'élaboration d'un SAGE concernant les « **Molasses miocènes du Bas-Dauphiné et alluvions de la plaine de Valence** », visant à assurer une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau souterraine sur le territoire a débuté en décembre 2013.

La commune est alimentée par des captages qui ont fait l'objet de D.U.P. : ainsi des arrêtés préfectoraux délimitent des périmètres de protection et les prescriptions à respecter dans ces périmètres.

4. RISQUES

Les secteurs inondables liés à la Joyeuse issus de l'étude Hydrétudes de 2014 ont été reportés sur les documents graphiques du PLU et des prescriptions particulières ont été intégrées au règlement du PLU.

Un secteur de ruissellement connu situé en zone constructible est protégé afin d'y interdire tout obstacle à l'écoulement des eaux et ainsi ne pas générer de risques dans le futur.

Les risques connus sont donc pris en compte et intégrés dans le PLU.

5. CADRE DE VIE

La mise en œuvre du PLU aura forcément des incidences sur le cadre de vie dans la commune.

Différentes orientations et mesures adoptées par la commune visent à l'améliorer ou le mettre en valeur :

Le PADD prévoit de préserver les caractéristiques paysagère de la commune en :

- maintenant des perspectives visuelles ouvertes sur les coteaux et les vignes autour du village,
- protégeant les espaces agricoles des plateaux ouest et nord qui offrent des vues depuis les voies ou les sentiers de randonnées

Deux éléments caractéristiques du patrimoine bâti communal, et situé en dehors du périmètre de protection du monument historique, qui contribuent au caractère et à l'intérêt paysager de la commune, sont protégés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme.

Le règlement prévoit des mesures pour favoriser l'intégration des constructions à leur environnement bâti ou non :

- l'article 11 fixe des prescriptions en matière d'aspect extérieur des bâtiments, mais également des clôtures pour lesquels les éléments végétaux sont privilégiés ;
- l'article 13 préconise une végétation adaptée aux conditions locales et qui impose une conception plus variée que la haie mono-spécifique couramment utilisée jusqu'ici. Il s'agit ainsi non seulement de leur conférer un véritable caractère paysager mais également de contribuer à la biodiversité locale.

Les règles d'implantation des constructions ont également pour but de conserver une homogénéité du tissu urbain existant.